

le monde
libertaire

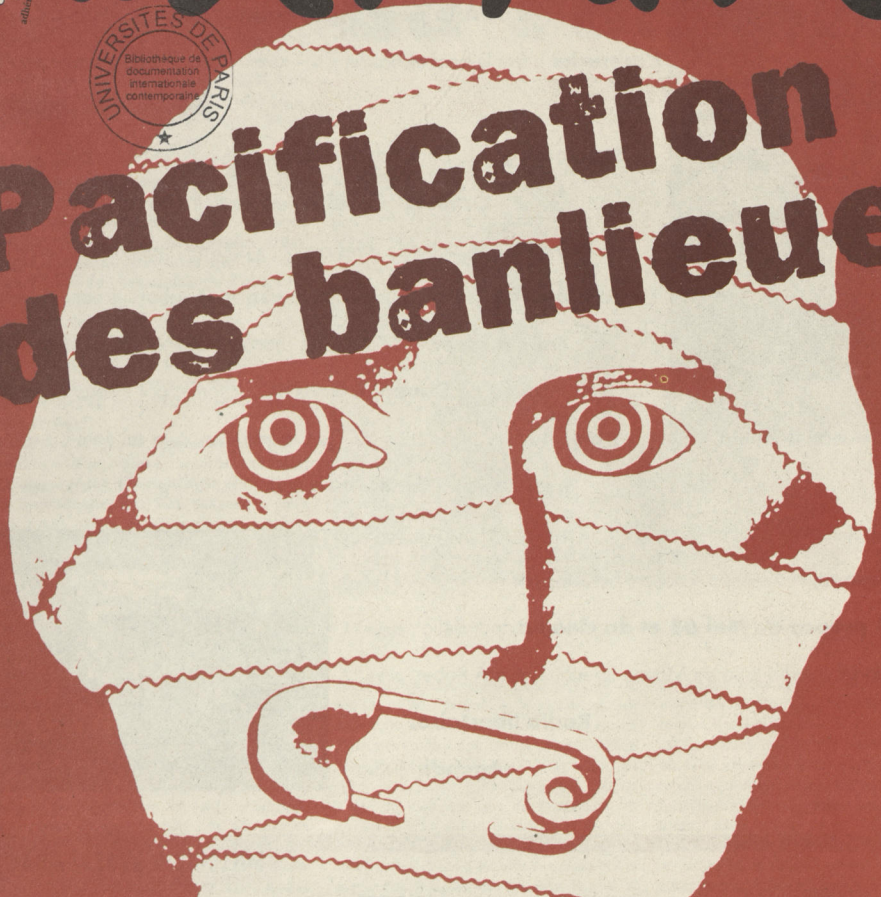
Reproduction de la Fédération anarchiste
adhésion de l'Internationale des générations anarchistes

le
monde

libertaire



Pacification des banlieues



Bien que le calme soit revenu
dans les ghettos de la République,
les flics s'installent dans les quartiers,
et la répression se poursuit.
Comme lors de la guerre d'Algérie,
la seule réponse des gouvernants
à la misère sociale,
c'est un état d'urgence que rien ne justifie.

M 02137 - 1417 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Il y a des gens qui mangent des dattes, et d'autres sur
lesquels on jette les noyaux. »

Proverbe égyptien

hebdo n° 1417

du 24 au 30 novembre 2005

FOP 2520

Sommaire



Étatisme et syndicalisme, choix et **stratégies**, par A. Pierre, page 4

Nouvelles des fronts, de l'Hexagone à l'Europe, par Hugues, page 5

À la porte les étrangers?, par M. Rajsfus, page 6

L'autruche brave le froid et maintient sa vigilance, par Frédo Ladrissé, page 6

Brèves et autres, page 7

Strasbourg et la barricade des quartiers, par P. Sommermeyer, page 8

Circulez! Circulez, explications par A. Sulfide, page 9

Lyon et la révolte dans les quartiers pauvres, par Manolo, page 11.

La politique parisienne, bas les masques!, par J-L. Debry, page 12

Faits d'hiver, pas si timbrés que ça, par J-M. Raynaud, page 14

Les veuves de Rouen, victimes de l'amiante, par Thierry, page 15

Pologne, les anarchistes de Poznan appellent à la solidarité, page 16

Science sans conscience et domination, par Thomas, page 17

Le Réseau éducation sans frontières, par A. Sizaïre, page 19

Dormez citoyennes, les étoiles s'occupent de vous, par N. Potkine, page 20

À propos de Mai 68 et du cinéma, par Béliat, page 21

Jean Dassonval à la librairie du Monde libertaire, par A.Rober, page 22

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



Les banlieues sont pacifiées, la révolte qui a grondé s'est apaisée, mais les raisons qui l'ont provoquée restent, elles, bien présentes. Les technocrates des différents ministères vont maintenant, confortablement installés à leur bureau dans les beaux quartiers, analyser les causes du ras-le-bol de ceux que les politiques ont refoulés dans ces foyers urbanistiques que sont les cités qui, ces quarante dernières années, poussent comme des champignons vénéneux dans la périphérie de nos grandes villes. Gageons que les solutions que ces cols blancs à la solde des capitaines d'industrie et des rapaces de la finance vont nous pondre, consisteront surtout en un plus draconien contrôle social, de manière à pouvoir exploiter avec plus d'efficacité ces réserves de main-d'œuvre bon marché. Que de belles promesses électorales en perspectives!

Il faut croire que la répression et l'isolement ne suffisent plus à contenir la révolte; maintenant c'est la démocratie et les libertés individuelles que l'on suspend à ceux qui, avant qu'ils ne se soulèvent, étaient déjà relégués dans les oubliettes de l'économie et de la politique par les racailles qui nous gouvernent. Trois mois d'état d'urgence, voilà ce qu'ont voté les deux chambres censées garantir la démocratie. Il faut dire que les faux perches qui siègent confortablement dans ces institutions n'ont jamais hésité à donner leur aval aux dictateurs qui le leur demandaient. Comme en 1940 à Philippe Pétain, ou bien pendant la « pacification » de l'Algérie. À cette époque les pouvoirs que les parlementaires ont octroyé à l'armée en Algérie ont permis à celle-ci de commettre en toute impunité des crimes de guerre que nos députés et sénateurs se sont empressés d'amnistier par la suite, privant de ce fait les générations futures d'une information objective quant aux atrocités commises. Pendant trois mois, notre liberté de circuler, de nous exprimer à travers des publications, des théâtres, le cinéma, etc. et même de nous réunir comme bon nous semble, restera à la discrétion de M. le préfet. Si c'est comme cela que ces messieurs veulent donner l'exemple de la démocratie à la jeunesse, alors celle-ci ne sera pas longue à comprendre que tous leurs beaux discours se résument à une phrase: « Soit jeune, chômeur, précaire et pauvre, mais surtout ferme ta gueule! »

Obligation de résultat



Photo Daniel Maunoury

Pas de mois sans que le front de la guerre sociale ne se durcisse, et la victoire, en ce moment, n'est pas dans notre camp. Quelques conflits pourtant populaires et durs (du printemps 2003 à la SNCM) n'ont pas réussi à infléchir la tendance. Les conflits d'intérêts sont tels que les patrons et les grosses sociétés raflent les mises avec des gros cadeaux, des privatisations, des dérèglementations, des baisses d'impôts, j'en passe et des meilleures. Pour les salariés, leur famille et pour les laissés-pour-compte, ce sont alourdissement de charges, perte de salaire, précarisation accrue, perte de statut, etc. Rien ne va plus.

Pour mettre une cerise sur le gâteau, prétextant les émeutes de ces dernières semaines, gouvernement, députés et sénateurs viennent de voter la continuation de l'état d'urgence, alors que les banlieues se sont calmées et que les villes où le couvre-feu était institué l'ont abandonné (avec possibilité d'interdiction de réunions et de manifestations, ainsi que censure). Ce n'est pas le fait

du hasard. L'état a peur d'un embrasement social. Il le sait, lui, qu'à force de pressurer le populo, celui-ci devrait se révolter. Il se garde cet arsenal répressif sous le coude pour le cas où. C'est une dérive fascisante qui poursuit le travail, commencé depuis des années, de criminalisation du mouvement social. Ces derniers mois, cela s'est traduit par l'intervention du GIGN contre les employés de la SNCM, le traitement des postiers grévistes de Bègles, le jugement rendu contre les tramotins marseillais, rendant leur grève illégale, et auxquels il faut ajouter les peines très lourdes contre les gosses des cités arrêtés arbitrairement lors des émeutes. Le roquet Sarkozy en profite pour chasser les bottes des bouledogues Pasqua et Le Pen, n'hésitant plus à multiplier les propos xénophobes, allant même jusqu'à citer Maurras. Il est plus petit, mais s'agite encore plus pour mordre aussi fort.

Nous n'en sommes pas encore aux chaus dans les rues, mais si ça continue à ce rythme là, nous y allons. L'État propose une sécurité

policrière à une population qui s'individualise de plus en plus, qui se renferme dans ses appartements et qui reçoit, comme seules vues du monde, des catastrophes, de la pollution, des barbares qui incendient leur voiture, ou des gripes qui vont contraindre encore plus à rester chez soi. Tout cela entretenu et accepté tant qu'il sera possible d'aller claquer ses ronds dans des centres commerciaux, dans des loisirs prémachés ou des vacances encadrées.

Les réactions sont loin d'être à la hauteur : quelques manifestations de protestation (contre l'état d'urgence, pour le maintien des services publics...), quelques « journées d'action » ou « temps forts » syndicaux qui ne sont qu'autant de soupapes pour évacuer la colère. Les quelques luttes en cours sont isolées et parcellaires¹. Aucune volonté d'unifier et d'intensifier le mouvement. Certes, les syndicats ont leur responsabilité, de par leur attermoiement, de par leur volonté d'être « responsables » et de continuer à faire parler les permanents dans les salons et bureaux ministériels. Mais c'est aussi la faute des salariés (ainsi que des autres) qui n'osent plus se battre, de peur de perdre encore ce qui s'ameuse quotidiennement.

Pourtant, la colère et le ras-le-bol existent, on les ressent partout : sur les lieux de travail, dans la rue. Reste qu'il n'y a pas de volonté suffisamment forte d'aller vers une riposte collective. Et la colère ce n'est pas tout : sans perspective utopique véritable, elle peut glisser aussi vers la barbarie.

Les émeutes des jeunes des cités étaient condamnées par manque de perspectives et de solutions. Brûler des voitures et des écoles n'étaient que des instruments pour jouir de l'affrontement contre les flics (encore mieux qu'un jeu vidéo), mais n'étaient que des marques d'autodestruction face à un monde cruel et raciste et à un futur inexistant.

C'est notre rôle, à nous salariés ou non, révolutionnaires et anarchistes, de nous impliquer plus encore pour aider à dépasser ces moments de mobilisation sans lendemain. Tout nous prouve qu'on va dans le mur avec le système qui nous entoure, que le fascisme rampant se met en place. Nous ne devons pas être complices, nous devons tout mettre en branle pour éviter le pire. Il y a urgence².

S'investir dans les syndicats, les comités, les associations... En tant qu'individus aussi... Aller vers la grève générale, pour construire une société sans classe ni État. Et qu'il soit sûr qu'il ne s'agit pas seulement de slogans, de figures de style ou de rhétorique qu'on écrit en fin d'article ou de tract, qu'on arrive à placer dans une discussion, pour faire bien. C'est parce qu'il n'y a pas d'autre solution. Il en va de notre avenir, proche. J.P.L.

1 À l'heure où ces lignes sont écrites et où le ML doit boucler, nous ne savons pas ce qu'il va advenir de la grève des cheminots SNCF.

2 Lire à ce propos l'article de Claude Guillon (www.claudeguillon.internetdown.org).

Syndicats au XXI^{ème} Siècle.

Où vont les syndicats dans notre belle France ? La gestion des conquêtes sociales de la Libération n'est plus qu'un souvenir qui va devenir lointain. À trop se complaire dans le fromage, n'a-t-on pas peu à peu perdu le sens d'un vrai syndicalisme ?

Ces propos que l'on pourra qualifier d'outrés ne tendent qu'à préciser le constat amer du paysage syndical actuel : le gros des troupes est dans les entreprises (encore) nationalisées. Le privé n'étant que l'ombre d'une peau de chagrin.

Ce qui peut faire dire à Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT : « Les services

publics sont essentiels pour renforcer la cohésion sociale. » Ce qui est certes vrai, mais montre bien l'amplitude du recul du mouvement syndical.

Les nationalisations de la Libération, leurs conquêtes sociales, sont remises en cause depuis longtemps, mais le combat dans le privé encore plus. Le monde des forteresses ouvrières est bien du passé. Il faudra bien se remettre à établir dans notre action un vrai syndicalisme qui ne compte ni sur les bureaucraties syndicales ni sur la protection de l'État.

Alexis Pierre

Nouvelles des fronts

LOIS SCÉLÉRATES dans les banlieues, grève « illégale » à Marseille, l'année 2007 s'annonce rude pour le populo. Si tu bouges, je te couvre-feu ou je te pique ton portefeuille. Un seul but, criminaliser les mouvements sociaux, spontanés ou avec des revendications sociales claires. Pour les uns, les jeunes, le tribunal des flags en comparaison immédiate, pour les autres, les traminois, comme au bon temps de la Dame de fer, une menace de 1 000 euros par jour d'astreinte pour casser la grève. Si tu résistes, je te casse la gueule ou la tirelire. À toi de voir! Et l'autre barbeau de maire de Marseille qui va de son couplet sur une grève politique...

Question: la grève n'est-elle pas toujours politique? À moins que ce terme, déjà par trop galvaudé, ne soit réservé aux pratiques mafieuses de quelques professionnels de leur « politique » et du détournement d'opinion. De toute façon, que l'autre poisson d'eau douce se le dise bien, lui et toutes les autres engéances de son espèce, on fera les grèves qu'on veut, quand on veut, où qu'on veut, nom de Dieu! (sic)

À ce propos, jolie grève politique à Bordeaux, du côté des traminois, pour de meilleures conditions de travail. Iou pour les employés du château de Versailles, le 8 novembre à l'appel de l'intersyndicale, afin de faire respecter des promesses d'embauche non tenues par la direction. Iou encore à l'hôpital Émile-Roux à Limeil-Brévannes (94), pour protester contre les réductions budgétaires. Manifestation à Paris contre la surexploitation des stagiaires le 1^{er} novembre. Allonger à n'en plus finir les périodes d'essai et ne pas payer une main-d'œuvre corvéable à merci, c'est pas politique?

Et virer les gens en masse, c'est pas de la politique? Que l'autre rascasse marseillaise demande leur avis aux 43 salariés du textile de Saint-Nabord, dans les Vosges, dont l'usine vient d'être mise en redressement judiciaire suite à une délocalisation. Qu'il en parle à ceux de chez Kraft Foods France de Strasbourg et du Havre où 75 postes vont être supprimés. Qu'il téléphone aux 243 - sur 1210 - dont les emplois vont être liquidés chez Faurécia (équipement automobile) dans le Pas-de-Calais. Que notre gros poisson d'eau trouble s'en ouvre aux 40 intérimaires de chez Duc (volailles)



dont les contrats ne seront pas renouvelés pour cause de grippe aviaire. Qu'il envoie un courriel chez Chronopost et qu'il questionne les 546 détenteurs des postes de travail qui vont disparaître dans le cadre d'une restructuration.

Enfin, s'il «spricht deutsch», qu'il téléphone un peu partout où on annonce des plans « sociaux » de grande ampleur, par exemple chez Deutsche Telekom où 32 000 emplois seront supprimés d'ici à trois ans, après en avoir déjà détruit 100 000 depuis dix ans, ou chez Mercedes (8 500), Volkswagen (entre 10 000 et 14 000), Siemens (7 400), AEG (1 200) et quelques autres encore. Si ça ne suffit pas à notre perche du Nil dont on connaît les ravages, qu'il se rapproche du camarade Thibault dont l'organisation (CGT) estime que, chez Renault, plusieurs Vilvorde en puissance menacent, avec à la clé, on s'en doute, quelques milliers de nouveaux lourds comme en Belgique il y a quelques années. Alors, poisson magique, comment veux-tu que les proslos ne fassent pas eux aussi de la politique?

Et le chantage, la dégradation des conditions de vie, la liquidation des droits sociaux, c'est pas de la politique? Chantage sur les salariés de Hewlett Packard, j'annonce 1 240 licenciements, je sais que je veux en virer 1 000, je menace... mais si tu renonces aux 35 heures,

alors grand « saigneur », j'en vire que 1 000. CQFD Atteinte à la vie du personnel de La Poste dont les bureaux pourraient ouvrir un soir par semaine et le dimanche, à partir de 2006. Qu'on se rassure, c'est juste une expérience. Liquidation des droits sociaux pour les demandeurs d'emploi dans le cadre des renégociations sur l'assurance-chômage. Les « représentatifs » montrent leurs muscles, sur-cotisations pour les CDD ou l'intérim, refus d'un retour à la dégressivité des indemnités, etc. Parisot, la « cheffe » du Medef se marre, 14 milliards de déficit cumulé, ils vont caner mais faut mettre les formes, du doigté politique!

Et pour clore la liste des bonnes raisons d'en finir avec les vieux poissons pas frais, la meilleure pour la fin. Le retour du travail à 14 ans pour les apprentis. De la chair fraîche, du cerveau malléable pour nos requins!

Quant à l'Europe, elle continue sa petite dérive libérale (c'est pas une petite dérive libérale, quelques petits chiffres d'une neutralité absolue: 72 millions d'Européens sous le seuil de la pauvreté! 21 % de ménages pauvres en Grèce, 19 % chez Tony comme chez Zappatero. 12 % chez Sarko (pas mal mais peu mieux faire)... Dans le même espace territorial se prélassent 2 millions d'intérimaires pour lesquels les accidents du travail sont bien plus fréquents, entre 2 et 4 fois, que pour les CDI.

Du côté de la riposte, petite résistance à EDF contre la privatisation mais, à vrai dire, sans grand succès (8 % de grévistes selon la police). Le mirage du capitalisme populaire a encore frappé! Grève reconductible annoncée pour les mêmes raisons par plusieurs organisations syndicales à la SNCF, à partir du 21 novembre. Faites savoir toutefois à l'autre thon de Méditerranée que, malgré son caractère politique et illégal, à Marseille, contre la privatisation des transports, la grève, c'est reparti! À suivre...

Une belle leçon de détermination: jamais se résigner. Pourquoi pas en solidarité réfléchir à une bonne grève générale, bien politique et même, pendant qu'on y sera, autogestionnaire et expropriatrice!

Hugues

Groupe Pierre-Besnard

À la porte, les étrangers ?

DANS UN ACCÈS DE RAGE CHAUVINE, Nicolas Sarkozy a décidé d'expulser les « émeutiers » étrangers. Cette mesure, qui a pris effet, le 14 novembre, concerne des jeunes sans papiers ou même en règle, interpellés, puis mis en examen au cours de la révolte des banlieues.

Pour bien montrer sa puissance de frappe, le ministre de l'Intérieur a précisé que ces expulsions sont mises en œuvre sans que la justice puisse intervenir. Hors sa loi, Nicolas Sarkozy feint d'oublier qu'il avait aboli la double peine en 2003. Un peu plus excessif, pour ne pas être dépassé par le pouvoir, Bruno Gollnisch, numéro deux du Front national, demande que les ex-étrangers interpellés se voient retirer la nationalité française.

Ce serait peut-être une excellente initiative, surtout si les pompiers-pyromanes d'origine étrangère étaient frappés par une telle mesure. C'est ainsi que l'auteur des invectives « racailles » et « voyous », qui a tant fait pour que les banlieues soient à feu et à sang, pourrait faire partie de la charrette. En effet, Nicolas Sarkozy est d'origine hongroise, tout comme son ancien maître à penser, Édouard Balladur, nous est arrivé de Turquie. Sans oublier son proche partenaire Patrick Devedjian quel que peu arménien d'origine.

Je plaisante, bien sûr. Encore que... On pourrait s'étonner, à bon droit, d'assister à ces proclamations xenophobes, sans que la classe politique réagisse vraiment. Et pourquoi pas une loi interdisant aux enfants d'étrangers de se présenter aux élections, à la présidence de la République ?

En fait, plus Nicolas Sarkozy multiplie les déclarations, plus ses écarts de langage avec Philippe de Villiers et Le Pen. Il est vrai que le ministre de l'Intérieur tente de respecter sa base, laquelle se sent très proche, idéologiquement, du Front national.

Très lucidement, Nicolas Sarkozy conduit sa guerre contre les jeunes des banlieues, après les avoir poussés à la rage. Dans le même temps, la police de ce pays, avec une application maladroite, s'applique à poursuivre la guerre d'Algérie en France. L'objectif est visible : les jeunes à la peau basanée, dont les serviteurs de l'ordre public ne peuvent admettre qu'ils soient français.

Au-delà, le sentiment est fort qu'il y a volonté de faire partager cette hargne à une population frappée par la crise et à qui l'on fournit ce bouc émissaire idéal qu'est l'étranger. Ce n'est pas nouveau. Déjà, à la fin du XIX^e siècle, il y eut de véritables chasses à l'homme contre les ouvriers italiens dans le sud de la France, et contre les Belges qui venaient travailler dans le nord. Dans les années 1920, ce sera le tour des mineurs polonais de subir cette violence.

Ce passé servirait-il encore de modèle ? N'oublions pas que, de 1941 à 1944, ce sont les étrangers de la MOI, souvent sans papiers, qui les premiers allaient sauver l'honneur de la France, comme on dit. Moi-même, fils d'immigrés juifs polonais déportés en juillet 1942 par les soins de la police de ce pays, je risque peut-être l'expulsion, pour propos subversifs.

J'attends les argousins...

Maurice Rajsfus



Quand l'autruche éternue...

D'Aurillac à Bondy

« Je peux vous annoncer que les forces de police installées dans ces quartiers y resteront de manière définitive ». Sarkozy.

Va falloir construire des logements, des casernes, des camps d'entraînement... Bon pour l'économie, tout ça ! Quant au brigadier Balluchet, qui avait demandé à être muté à Aurillac, ce sera Épinay ou Bondy. On le plaint.

Les déconneurs

« Tout le monde a compris que l'on était en train de déconner. » Julien Dray, PS.

Et tout le monde était certain que vous alliez continuer : gagné !

Grands mots

« Pour nous faire taire, il faudra nous fusiller ! » Gollnisch, FN.

Tout de suite les grands mots... Mais non, pour vous faire taire, il suffit de laisser le ministre de l'Intérieur appliquer votre programme. Difficile, avouez-le, de renchérir sur lui.

Dites-le avec des fleurs

« L'affaire Hewlett-Packard, c'est une triste histoire de communication ratée. » Clara Gaynard, femme de.

Ce qui compte pour un salarié ce n'est pas d'être licencié, c'est la manière dont il l'apprend.

Patrons, confiez donc ce délicat problème à la femme de l'ancien ministre. N'a-t-elle pas prouvé qu'elle s'y entendait, en matière de communication réussie ?

Cours vers l'aventure, au galop

« On ne nous voit pas, mais on nous devine, et on nous attend, comme Zorro. » Louis Alliot, secrétaire général du FN.

Tout de même, ils ont de drôles de fantasmes, au FN. Imagine-t-on le vendeur masqué au milieu d'une émeute, agitant sa petite épée sans pour autant cesser de lisser sa moustache ? Les gamins le prendraient pour une sorte d'académicien, et en moins de cinq minutes foutraient le feu à Tornado.

Homéopathes casqués

« Vous remarquerez qu'on a fait de l'état d'urgence un usage homéopathique. » Devedjian.

L'homéopathie c'est : plusieurs milliers d'arrestations, des centaines d'incarcérations, des peines de prison allant jusqu'à quatre ans fermes, l'expulsion programmée d'étrangers en situation régulière... Qu'est-ce que ça sera le jour où le gouvernement décidera de faire de l'état d'urgence un usage relevant de la médecine traditionnelle !

Dans le poulailler de l'Histoire

« Quand on est contre l'économie de marché, on est contre les libertés individuelles. L'Histoire le prouve. » Devedjian.

Ah bon, bah, si l'Histoire le prouve, c'est que ça doit être vrai, alors. Personnellement, en tant que poule, moi je suis pour les libertés. Et vous, monsieur le renard ?

Amen

« Il faut se tourner vers l'espérance. » Fabius.

Et, comme disait Jean-Paul II, après entrer dedans.

Frédo Ladrisse

(sources : le Figaro magazine, France info, France inter, Libération, le Nouvel observateur, le Parisien)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Nuit de l'anarchie

Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste remercie les quelque deux cents spectateurs de la première Nuit de l'anarchie, qui s'est déroulée vendredi soir près de Rouen. Nous tenons également à remercier les Wak, Cartouche et la Brigada Flores Magon pour leurs prestations musicales et scéniques. Merci aussi à Bertrand pour le son et à Bat pour les lumières.

Seul bémol à la soirée, les bénéficiaires escomptés pour soutenir trois militants antifascistes inculpés ne sont malheureusement pas au rendez-vous. Mais l'ambiance chaleureuse de cette nuit pourtant bien fraîche a suffi largement à remplir nos cœurs au son des paroles libertaires et antifascistes. À bientôt dans les luttes, les manif ou dans les salles de concert. Lucha y fiesta!

FA Rouen

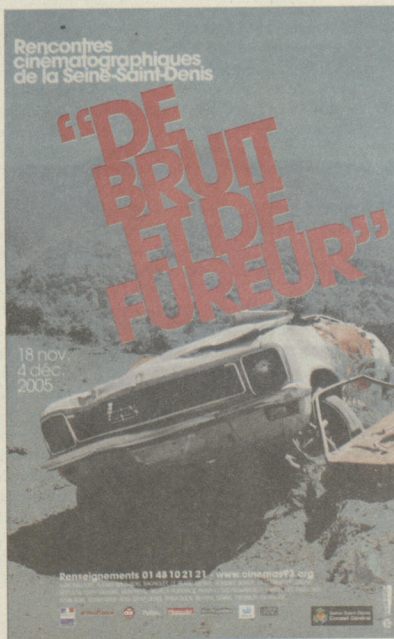
34 jours de grève

Les salariés de Rencast sont mobilisés depuis le 4 octobre 34 jours de grève reconduite par AG. Depuis début 2004, la direction de Rencast (usine sous-traitante de moulage de l'industrie automobile dans la zone industrielle de Reyrieux, proche de Lyon) attaque régulièrement les droits des salariés. Le conflit se poursuit chaque jour, sans que la direction n'ouvre des négociations. Les salariés participant à 3 réunions de discussions ont pu constater de visu la haine patronale et sa volonté de casser la grève et de briser les salariés. Les tribunaux de « l'Injustice » appuyés par les forces de l'ordre criminalisent les grévistes (souvenons nous de la SNCM et de la RTM) et donnent carte blanche à la direction pour durcir sa position. (Source CSR)

Bien vu!

Certains, au conseil général de Seine-Saint-Denis, semblent avoir le sens de l'anticipation. Préparant l'affiche des prochaines Rencontres

Cinématographiques, ils ont donc, avant les émeutes, choisi d'y faire figurer une voiture cramée, surmontée de ce titre, « De Bruit et de Fureur »... Mise en place début novembre dans les bus du 93, elle a été retirée au bout de deux jours, le temps pour la Ratp de s'apercevoir enfin de la malheureuse coïncidence. Saluons tout de même cette belle trouvaille, qui démontre que dans le neuf cube, non seulement on a du pétrole pour faire cramer les caisses, mais on a aussi des idées.



Faits d'hiver

Pas si timbrés que ça !

EN OCTOBRE DERNIER, les enseignants du Tarn ont reçu un courriel les conviant à envoyer, « en raison de difficultés budgétaires », une enveloppe timbrée, s'ils voulaient recevoir leurs bulletins de salaire d'août et de septembre.

Désormais, les travailleurs de l'Éducation nationale doivent, donc, payer pour recevoir un bulletin de salaire que leur employeur est en devoir de leur fournir.

Dans le même temps, la Caisse nationale d'assurance maladie a précisé qu'elle aurait procédé, fin 2005, à 700 000 contrôles de personnes en arrêt de maladie contre 450 000 en 2003, dans le cadre du plan d'action contre la fraude et les abus, lancé en février dernier.

Sans qu'on puisse, bien évidemment, y voir un rapport de cause à effet, certaines valeurs françaises et autres affichaient le 11 novembre 2005 les taux de variations (depuis le 1^{er} janvier 2005) suivants :

- Accor: + 39,09 %
- Axa: + 38,39
- Bolloré: + 79,51
- Dior: + 39,36
- EADS: + 40,35
- ITT industrie: + 42,78
- Zambia Cooper: + 213,46
- etc.

Parions que les sociétés capitalistes font payer les timbres à leurs actionnaires et que les inspecteurs des impôts harcèlent ces pauvres actionnaires de contrôles en tout genre.

Jean-Marc Raynaud





Barricade des quartiers

ILS SONT DE RETOUR. Les voitures brûlent, les policiers chargent, les télé montent. Ils sont de retour. Ce qui est étonnant, c'est que personne ne soit étonné. Il n'y a pas de surprise. Dès cet été, le patron d'Emmaüs tirait la sonnette d'alarme. La pauvreté en France n'avait jamais été aussi grande, le nombre de pauvres grandit de jour en jour. Tant que ça ne brûle pas, on s'en fout. Ce qui est étonnant, c'est que les pauvres des cités et les autres pauvres ne se rejoignent pas. Les chiffres des statistiques indiquent que 20 à 25 % des jeunes entre 18 et 25 ans sont au chômage. Si on ajoute ceux qui sont précaires de chez précaire, on arrive à combien?

Ce qui est étonnant, c'est que cela n'expose pas plus. Sur la grand-place de Strasbourg, il y a une horloge qui décompte les jours avant le départ du prochain Tour de France. Quand trouvera-t-on une horloge qui compte le temps qui nous reste avant la grande explosion?

Dans un journal du matin, un « grand frère » regrettait que ces jeunes insurgés ne soient pas politiquement organisés. Quand on sait ce qu'il est advenu des Marches de ci ou de ça, des leaders de Touche pas à mon pote, des Motivés et autres Ni putes ni soumises, comment ils sont devenus peu ou prou des vedettes des médias, parlant dans les petites lucarnes doctement du monde qu'ils ont fui, pourquoi voulez-vous que les jeunes insurgés s'organisent politiquement?

Partout, on se demande si les « jeunes » des quartiers sont manipulés, organisés en sous-main, parce que partout ils fonctionnent de la même façon. Et, surtout, ils sont si jeunes! Quel angélisme! C'est oublier que ces gamins ne font que répéter ce qu'ils ont vu faire à leurs frères et aux frères de leurs frères avant eux. Ils ont de l'entraînement. La confrontation avec la police est quotidienne. Le contrôle au faciès fait partie de leur vie de tous les jours.

Ils se sont complètement adaptés au langage de la violence. Mais cette violence, ils la retournent contre eux et contre leurs voisins. Ils ont un comportement kamikaze. Ce sont leurs voitures qui brûlent, leur environnement qui part en fumée. Les murs de leur ghetto qui se referment sur eux.

Allumés par les déclarations et les gesticulations du ministre de l'Intérieur, ces incendies vont s'éteindre d'eux-mêmes. Qui va en tirer les bénéfices? D'abord la police, qui va pouvoir justifier de ses interventions pour demander encore plus d'hommes et de matériel. Les « autorités » du culte musulman vont pouvoir toucher les royalties de ces émeutes. Nous avons pu remarquer la demande d'intervention faite au recteur de la mosquée de Paris. La

presse se fait l'écho du fait que les seuls capables de faire rentrer les jeunes émeutiers à la maison sont les imams. L'UOIF, bien silencieuse jusqu'alors, vient de mettre en ligne sur son site un communiqué, daté du 6 novembre, « condamnant ces exactions » et appelant « tous les jeunes musulmans impliqués dans de tels événements à calmer leur colère, à méditer et à se conformer à la fatwa édictée ce jour par Dar el Fatwa ». Après leur mise en scène de leur solidarité avec les otages en Irak, ils vont pouvoir remplir leur mission, faire régner l'ordre moral. Le goupillon de quelque religion que ce soit se marie toujours bien avec le sabre public.

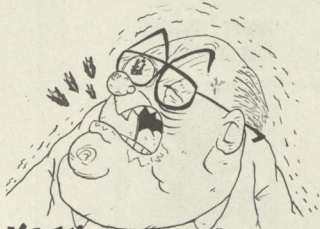
La réponse aux voitures brûlées va prendre des formes différentes, dont la plus commune sera celle des promesses. Le nombre des animateurs de banlieue va augmenter momentanément, remplissant deux fonctions, trouver un travail pour quelques-uns, d'une part, et jouer le rôle de soupape de sécurité pour l'autre part.

L'armée française va pouvoir profiter de cette possibilité d'engager des jeunes qui ont l'habitude de la confrontation violente. *Le Monde diplomatique*, en 2001, faisait part de la réticence de la hiérarchie militaire quant à leur présence dans l'armée. Il publiait un article sous le titre suivant: « L'armée s'ouvre timidement aux Beurs ». Quatre ans plus tard, *le Figaro*, reprenant le travail d'un chercheur, chiffrait la présence des Beurs chez les militaires entre 10 et 20 % des effectifs. Pourquoi l'armée peut-elle faire cet effort et pas la police? Essentiellement parce que cette chair à canon va être externalisée, utilisée hors de France, alors que dans la police française ces recrues seraient fort peu fiables dans ce genre d'événements.

La demande principale, la revendication présente derrière tous ces actes de violences urbaines est la même que celle des employés des HP, des conducteurs de bus marseillais et de bien d'autres personnes, c'est juste un travail, un emploi. Cette revendication bien basique est la seule que le pouvoir ne peut ni ne veut satisfaire. L'argent coule à flots dans les poches des grosses multinationales, qu'elles soient pétrolières ou pas. Les plus riches deviennent plus riches, illustrant l'adage populaire l'argent va à l'argent. La pauvreté augmente en arrière-plan, silencieusement, honteusement. Pourtant, Sarkozy continue à avoir un excellent score aux sondages. Et si, au fond, tout ce que nous demandions, c'est la possibilité d'être exploités en paix. Les tranquillisants et la télé ont bien mérité de la patrie.

Pierre Sommermeyer
Groupe de Strasbourg

**ATTENTION À CERTAINS
DÉRAPAGES DES ÉMEUTES!!**



**N'ATTISONS PAS LE FEU
DANS LA FLAMME DU F.N.!!**

e. DENZ 05

Circulez ! Circulez !



André Sulfide

DANS L'OUTILLAGE RHÉTORIQUE des penseurs de ce siècle figure un bien beau concept forgé dans le feu de la Seconde Guerre mondiale et trempé dans les trente glorieuses années qui ont suivi: celui de l'accélération de l'histoire, que l'on astique à chaque fois qu'un pan de la société ou de la politique moderne s'écroule, et qu'un nouveau temple de la pensée unique s'élève.

Il serait cependant utile qu'au-delà du rythme, on se préoccupe de savoir dans quelle direction l'histoire circule. Les esprits honnêtes s'accorderaient pour dire que, accélération ou pas, le sens de l'histoire est giratoire.

Allée de la Bonne-Naissance, boulevard de l'Infortune, avenue de la Dèche ou rue des Investissements, toutes les voies convergent vers cet immense rond-point. Il faut même respecter certaines priorités avant de pouvoir tourner en rond.

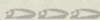
Et dans cet invincible mouvement circulaire où la vie s'épuise, que reste-t-il auquel le cœur et l'esprit puissent se raccrocher? Travail, famille, consommation, moteur à trois temps de nos sociétés modernes qui génère chez ceux qu'il entraîne un indicible ennui, pour le plus grand bonheur des fabricants d'anxiolytiques, d'euphorisants et d'apéritifs.

D'où vient que l'on assiste, stupéfait, à ces spectaculaires démonstrations de rage qui secouent aujourd'hui certaines parties du territoire, et que personne n'attendait? Oh, certes, il y a ceux qui se targueront d'avoir toujours affirmé que « tout allait péter un jour ou l'autre ». Par les temps qui courent, l'exercice n'est guère hasardeux, et l'avenir du monde se lit assez aisément dans la mare de pétrole, la poudre à canon ou les déchets d'uranium. Les bouges remplacés par des clapiers HLM, la

pauvreté parquée là-dedans de génération en génération, le béton et le néant pour tout horizon, et l'on s'étonne du ras-le-bol. Et il se trouve encore de fieffés hypocrites qui s'étranglent d'indignation à l'idée que les équipements sportifs et culturels installés sur place n'ont pas eu l'heur de plaire aux jeunes. Ces mêmes honnêtes et braves citoyens estiment aussi, sans doute, qu'à partir du moment où une cellule de prison est dotée d'une télévision, elle devient palace.

Il ne s'agit pas d'encenser ce qui se passe aujourd'hui dans les banlieues. L'action des incendiaires est aveugle, et si logique il y a celle-ci relève davantage du jeu vidéo que de la lutte organisée contre les pourvoyeurs de misère et les forces qui les garantissent. Quelqu'un bouge, on l'explose. Flic, pompier, quidam. Un monument se dresse, on le brûle. Commissariats, bus, écoles, commerces.

Les divers commentateurs affirment que la violence des émeutiers, exercée dans leur propre environnement, se tourne contre eux-mêmes. C'est oublier un peu vite la violence du système auxquels les équipements visés sont subordonnés. L'école est moins un facteur d'émancipation qu'un espace de dressage des enfants où l'on y apprend tant bien que mal les chiffres et les lettres au prix de la soumission aux maîtres, de la compétition entre semblables, avec l'objectif du salariat comme consécration. Les transports, payants en principe, parfois gratuits en pratique, restent un espace de contrôle et de répression. Les équipements culturels qui emploient bon an mal an quelques éducateurs, ont pour fonction première de préserver une certaine paix sociale en occupant les jeunes.



Comment ces derniers pourraient-ils oublier tout cela? Qui est irresponsable? Ceux qui saccagent leur propre espace de survie? Ou ceux qui envisagent les cités où sont parqués les laissés-pour-compte comme des espaces compatibles avec le bonheur et la dignité? Ceux qui estiment qu'il suffit de taper dans un ballon, de gratter une guitare ou de peinturlurer sur les endroits autorisés, pour oublier la misère d'une existence et l'absence d'un horizon?

Certains révolutionnaires regrettent que des objectifs plus chers au pouvoir n'aient pas été la cible de la défiance banlieusarde. Cela aurait certes donné un certain panache au sursaut de révolte qui alors aurait approché la subversion, et l'on aurait ainsi davantage pris au sérieux les menaces d'insurrection brandies par les médias au plus fort des incendies et des caillassages. Mais peut-on en vouloir aux desperados de n'avoir pas franchi le périphérique pour se heurter à une répression plus féroce encore? Il aurait fallu de la bravoure. C'est une qualité qui se fait rare de nos jours, y compris dans les milieux anarchistes.

Les lascaras ne sont pas des héros. En short, en turban ou en casquette, leurs idoles font frémir. Zinedine Zidane, Tony Montana, Ben Laden, etc. Fric, marketing ou domination brutale sur les autres, Martin Luther King, Malcolm X, Angela Davies, pourtant confrontés en leur temps à des préoccupations très semblables, manquent singulièrement à leur inspiration. De fait, le feu n'a pas détruit le sexisme, le patriarcat, l'homophobie dont trop de frangines et d'homos portent toujours les stigmates. Ni le racisme larvé qui dresse de temps à autre les différentes communautés ethniques les unes contre les autres.

Car les hiérarchies existent parmi les perdants du système. Hiérarchies toujours arbitraires, et toujours profitables à ceux dont l'intérêt est que rien ne bouge fondamentalement. Les pauvres divisés, les puissants peuvent régner. Le bizness, officiel ou parallèle, mais basé sur les mêmes critères de spéculation et d'aliénation, peut perdurer. A-t-on vu une banque brûler, récemment?

Si de tous côtés l'injustice et la discrimination perdurent, celles qui émanent du pouvoir sont incommensurablement plus criminelles. Les ministres délégués à la promotion de l'égalité des chances et à la promotion sociale démentiront à grand peine le scandale permanent subi par ceux dont le seul tort est d'incarner, de près ou de loin, l'étranger. Au hasard des promenades urbaines, quand il nous est donné d'assister à un contrôle de police, il est rare que le contrôlé ne soit pas noir ou basané. Délits de sale gueule, insultes racistes, humiliations diverses, bavures sont une réalité dont l'Observatoire des libertés publiques rend régulièrement compte¹ pour pallier un silence médiatique complice. Et si les portes des prisons et des centres fermés s'ouvrent toutes grandes à ceux qui s'appellent Aziz ou Makomé, combien de bureaux de

recrutement ou d'agences immobilières les leur claquent au nez? Pour ne parler que de la jeunesse des banlieues, si elle devait rendre coup pour coup ce qu'elle reçoit quotidiennement, le bilan serait un peu plus lourd que ces milliers de voitures cramées. Et, dans ce cas, devrait-on les condamner?

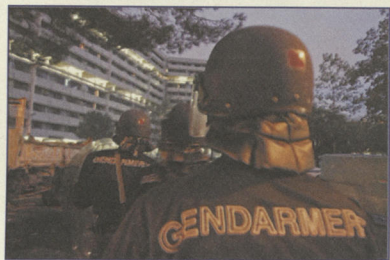
Des massacres commis en terres lointaines jusqu'à la bastonnade à mort de Malik Oussekin en passant par la tuerie du métro Charonne, les tours de piste de l'État font qu'une loi produite au plus sombre de la « pacification » algérienne reste valable aujourd'hui. Et qu'un ministre de l'Intérieur sait pleinement assumer l'héritage laissé par un Maurice Papon. Que la situation s'envenime, et l'on peut être certain qu'il saura frapper aussi fort, d'autant qu'il s'estime conforté par la majorité d'une population ignorant la réalité des cités et, par là même, réactive aux sirènes médiatiques quand elles font chuter le trouillomètre.

Nicolas Sarkozy se sortira de cette situation. On connaissait son amour pour l'uni-forme bleu, il n'a de cesse de nous le faire partager. On lui découvre le sens de la formule-choc. Son fameux « bande de racailles » ne s'adressait pas aux « sauvages », mais à un électoral exaspéré par le marasme social et incompris des partis politiques qui, il y a bien longtemps, ont pu lui paraître proches. La gauche se cherche laborieusement une place dans la course électorale. Sarkozy a pris la sienne, il détient les rênes d'un puissant ministre et s'est emparé depuis un bon moment de la question qui fait régulièrement dérailler les socialistes: « l'insécurité ». Si l'effacement général dure encore un peu, son populisme de circonstance marquera des points.

Les sens de l'histoire est giratoire et génère une force centrifuge qui maintient les uns et les autres à leur place. On ne sortira pas de la course en jetant quelques cocktails Molotov. Une chance, peut-être, si la rage passagère se mue en volonté qui saura reconnaître clairement son ennemi. Il suffirait de remonter la chaîne du mépris qui a parqué les perdants du système dans ces pauvres enclos en bordure de l'opulence. Envisageons certaines grèves qui mettraient le pouvoir dans l'embarras. La grève des loyers par exemple, celle des impôts pour ceux qui en payent. La logique voudrait ensuite que l'on s'occupe soi-même, individuellement et collectivement, du lieu où l'on loge et du lieu où l'on... commencerait à vivre, enfin.

Hors ce sursaut de dignité, l'histoire est appelée à se reproduire, et les récents exercices pyrotechniques n'auront été qu'une répétition. N'oublions pas que les fêtes approchent.

A. S.



1. Que fait la police? bulletin de l'Observatoire des libertés publiques, 7-9, passage Dagorno, 75020 Paris.

Lyon

C'est la racaille ?...

Eh bien, nous en sommes tous !

« On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent. Mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent. » (Bertold Brecht)

Suite à la révolte légitime d'une partie de la jeunesse des quartiers pauvres de Lyon (qui ont suivi ce qui se passait ailleurs), l'état d'urgence a été décrété et, inévitablement, une nouvelle série de provocations policières ont encore eu lieu.

Le vendredi 12 novembre, le préfet de Lyon a instauré le couvre-feu de 20 heures à 6 heures pour les mineurs jusqu'au lundi 14 novembre, dans douze communes du département: Lyon, Bron, Caluire-et-Cuire, Givors, Meyzieu, Rillieux-la-Pape, Saint-Fons, Saint-Priest, Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Villeurbanne et Villefranche-sur-Saône.

C'est le samedi 12 novembre, sur la place Bellecour, qu'on a pu voir un déploiement fararimeux de CRS qui cherchaient l'affrontement, d'après certains témoins. Et l'affrontement a bien eu lieu.

Un témoin a raconté que « c'est déjà vers 15 heures que la rue de la Barre [donnant sur la place Bellecour] a été complètement bloquée à la circulation par une armée de policiers. Ils ont stationné plusieurs cars aux vitres opaques. À ce moment-là, tout était absolument calme et habituel dans le quartier, et personne ne comprenait la raison de ce déploiement des forces de police. Vers 17 heures, des personnes de tout âge, qui se sont approchées du cordon policier pour leur demander ce qui se passait, auraient été compressées et légèrement bousculées par les policiers. Ce serait à cet instant que des gaz lacrymogènes auraient été lancés. »

Jérémy P., 21 ans, employé d'un restaurant McDonald donnant sur la place Bellecour, raconte: « Une trentaine de jeunes étaient assis dehors sur la terrasse du McDonald, quand un jet de fumée est parti. Les incidents ont alors éclaté. Des chaises ont volé sur la terrasse. Les gens étaient paniqués, ils se sont tous réfugiés

à l'intérieur du restaurant. On a fermé les portes... »

Quelques adolescents qui passaient par là se faisaient des frayeurs en rigolant et en criant « c'est la guerre! » au milieu de mères de famille apeurées courant avec leur poussette.

Un autre témoin dit avoir vu un escadron d'une quinzaine d'hommes cagoulés, en civil, avec casques de moto et flashballs, sorti du cordon de policiers de la rue de la Barre et courir après les jeunes sur la place Bellecour et les rues adjacentes, en causant une peur terrible à tous les passants. C'est comme ça que de nombreux jeunes ont été interpellés de façon violente.

Suite classique: jets de pierres et de poubelles contre lacrymos. Des magasins ont été légèrement endommagés. De nombreux commerçants ont baissé le rideau plus tôt que prévu. Onze personnes ont été arrêtées dont neuf placées en garde à vue.

Les événements qui se sont déroulés à Bellecour avaient donc le sale goût de la provocation policière.

Le lendemain, sur Soir 3, Sarkozy affirmait que « les troubles lyonnais sont le fait d'anarchistes! » (Ben voyons!).

Même pas vrai, car ils étaient tous à la fête des 20 ans de la CNT lyonnaise à Villeurbanne.

État d'urgence, justice d'exception au quotidien

Les procès en comparation immédiate (tribunal de grande instance) pleuvent à tout va: trois mois fermes pour l'incendie de déchets à Villeurbanne, trois mois fermes pour l'incendie supposé d'une poubelle à Saint-Priest, six mois fermes pour Julien (Saint-Genis-Laval), deux mois fermes pour un jet de pierre à Bellecour, et combien d'autres à venir?

De nombreux jeunes ont été inculpés et

condamnés lourdement. Et ils ont notre soutien inconditionnel.

Un collectif de soutien aux inculpés a d'ailleurs été créé sur l'agglomération lyonnaise, et des rassemblements devant les tribunaux sont organisés.

Y en a marre: la colère doit se généraliser!

La prolongation de l'état d'urgence pendant encore trois mois permettra au pouvoir de réprimer encore plus toute « la racaille » sur sa route. Ce mot « racaille » étant à géométrie variable, comme l'était le mot « pègre », ou encore le mot « chienlit » pendant les émeutes de 68.

On n'a pas fini de voir parader les forces répressives à n'importe quelle occasion. C'est déjà parti, puisque même la fête commerciale du beaujolais nouveau a dégénéré en affrontements à Grenoble le jeudi 17 novembre. Cette fois la « racaille » était en majorité des étudiants. En quelques minutes, c'est plus d'un millier de jeunes gens qui sont sortis des bars et se sont retrouvés face aux flics pour se défendre; ces derniers utilisant lacrymos, matraques et flashballs.

La colère s'étendrait-elle ?

Les révoltes qui ont eu lieu et qui ne manqueront pas de renaître sont le fruit d'une importante dégradation sociale orchestrée par les gouvernements successifs, et concentrée dans les banlieues, depuis de nombreuses années.

Après les voitures et les écoles cramées, il y a mieux à faire: aux salariés de bloquer le pays et d'imposer une grève générale pour le partage des richesses, la démocratie directe et l'autogestion dans toute la société!

Manolo

La politique parisienne

Jean-Luc Debry

Bas les masques !

LE COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE en choisissant de confier à Londres l'organisation des Jeux en 2012 a démasqué aux yeux de tous la vacuité du projet politique de la ville de Paris. Du coup, l'équipe municipale doit affronter la réalité de son bilan. Le roi est nu. Mais après les incendies du XIII^e et III^e arrondissements de Paris qui, un mois plus tard, ont fait au total 24 morts, les fondements de sa politique se donnent pour ce qu'ils sont, à savoir le produit d'une idéologie de la classe moyenne. En y regardant de plus près, sa lisibilité est étonnamment limpide. Voyons plutôt.

Le jeudi 5 octobre 2005, Bertrand Delanoë, poussé dans ses derniers retranchements par des contradicteurs lors d'une réunion publique organisée dans le cadre de sa tournée annuelle dans les arrondissements de la ville de Paris, a laissé échapper le fond de sa pensée. Ce fut une sorte de cri du cœur ! Et, ce faisant, il a porté un éclairage empreint de sincérité sur les valeurs qui fondent la politique de son équipe. Au gymnase Jean-Jaurès (Paris XIX^e), alors qu'il était interpellé par des collectifs d'habitants récemment expulsés par la force de leur logement et par des particuliers qui le sommaient de s'expliquer sur la question du logement, il a répondu aux familles évacuées une semaine plus tôt d'un immeuble de la rue Jean-Jaurès, et qui avaient tout d'abord été hébergées dans ce gymnase puis délogées le mardi 3 octobre : « Si vous n'êtes pas contents, sortez. » Plaisante délicatesse ! Pour qui a pu

lire dans le numéro 16 du mois d'octobre de la revue *À Paris* (le magazine d'information de la ville de Paris), cette soudaine saillie avait une saveur singulière dont il goûtera le cynisme à l'aune de la prose émolliente qui s'étale à longueur de colonnes dans son dossier intitulé « Face à la crise du logement ». Par la suite, lorsqu'un des participants s'est exclamé : « Je suis agent de la ville de Paris, SDF, et ma femme est enceinte. Je veux voir le maire pour avoir un logement, j'ai envoyé trois courriers », le service de sécurité du maire a enfin trouvé un geste politique digne de l'actuelle équipe municipale. Ils ont su faire taire l'indécence. Finalement, Bertrand Delanoë a mis fin au débat en déclarant : « Je suis la majorité ! », comme en d'autres temps un souverain s'était exclamé : « L'État, c'est moi ! »

« Le premier magistrat de la ville » allant à la rencontre d'habitants qui auraient dû se tenir cois, émerveillés qu'ils sont censés être lorsque leurs élus daignent enfin venir perdre leur temps à leur expliquer ce qu'ils doivent penser, venait de sommer ceux qu'il « représente » de s'en aller, pour que lui qui les « représente » puisse rester. C'est en effet tout le sel de cette situation. Elle délivre un message édifiant qui permet de comprendre leur conception de la démocratie. Elle se résume en une admirable injonction. Votez et taisez-vous !

On le sait, mais il est toujours plaisant de voir à quel point le cynisme des hommes de



pouvoir étend ses libéralités sans aucune pudeur ni retenue.

Une sorte d'ironie amère voulut que le lendemain, le 6 octobre, une rafle soit organisée dans la station de métro Château-d'Eau, pratique devenue habituelle au cours de laquelle sont interpellés des sans-papiers. On nettoie Paris, sans que personne, et surtout pas les élus de gauche, bien sûr, ne trouve à redire. Car leur électoral, essentiellement les classes moyennes, veut une ville propre. Il suffira d'observer la pratique de la dérogation par rapport à la carte scolaire pour mettre en évidence la mentalité de ces jeunes cadres qui veulent bien reconstituer les cafés à l'ancienne mais ne veulent se mélanger qu'entre eux. Les interpellés comparurent le 12 octobre devant le tribunal de grande instance de Paris. Parmi les prévenus se trouvaient quatre Thaïlandaises, des ouvrières agricoles employées à Bergerac au ramassage de fraises où elles étaient royalement payées 300 euros par mois.

À la question du juge leur demandant combien d'heures elles travaillaient par jour, elles répondirent : « Quand il n'y a pas trop de travail, entre 8 à 10 heures par jour. »

Le contraste entre la péroration méprisante d'un maire et la situation de ses pauvres filles qui ont hypothéqué leur maison pour pouvoir venir travailler en France est si violent qu'on s'étonne que la politique comme spectacle puisse encore avoir quelque crédibilité aux yeux de quiconque est encore capable de soutenir un point de vue social.

L'enchaînement des événements n'est pas sans rappeler une petite anecdote (sic) qui passa totalement inaperçue. Le 26 avril 2003, le 9^e Collectif des sans-papiers occupa le Théâtre de la Ville (propriété de la mairie de Paris). Il dénonçait les rafles et la politique répressive qui, déjà à l'époque, avaient été mises en place par Nicolas Sarkozy. Les occupants voulaient que M. Bertrand Delanoë intervienne auprès du préfet, espérant ainsi que la situation des sans-papiers vivant à Paris serait reconsidérée. On rappellera simplement au passage que la majorité d'entre eux vivaient et travaillaient dans la capitale depuis quinze ans. Ils espéraient que le maire de Paris serait touché par leur situation dramatique, prendrait ses responsabilités et obtiendrait des autorités, au minimum, une humanisation dans le traitement du dossier. Peine perdue ! Il n'eut même pas le courage de venir les rencontrer. Pendant ce temps, à l'extérieur, par une de ces coïncidences étranges, les Verts – ignorant le projet du 9^e Collectif – avaient organisé une manifestation à vélo pour sans doute défendre la création de pistes cyclables. Ils se trouvèrent donc fortuitement mêlés aux manifestants qui soutenaient l'action des sans-papiers. M. Yves Cantassot – adjoint au maire chargé des espaces verts – sur son petit vélo n'en fut pas plus ému que cela et pas le moins du monde troublé par l'énormité du contraste. Il refusa de se solidariser avec ces pauvres gens. Il préféra faire sa petite manif. Seule, une mili-

tante écologiste, outrée, décida de ne pas suivre la petite cinquantaine de cyclistes. Ils partirent sans état d'âme, pédalant benoîtement derrière une voiture pie de la police nationale qui leur ouvrait la route.

Pendant ce temps, Christophe Girard (maire adjoint chargé de la culture et, à l'époque, élu Vert) et le directeur du théâtre, Gérard Violette, bien que les occupants aient précisé qu'ils n'avaient aucunement l'intention d'empêcher la représentation, envoyèrent les CRS réprimer à coup de gaz lacrymogène et de matraques la manifestation pourtant pacifiste. Christophe Girard s'était déjà illustré lors du mouvement de résistance des intermittents du spectacle en faisant démonstration de sa capacité à tenir un double langage. Car chez ces gens-là, monsieur, il y a ce qu'on déclare aux médias et les consignes que l'on passe à ses collaborateurs in petto.

Le maître d'œuvre de Paris-plage et des Nuits blanches est un homme de son temps, il conçoit la politique comme un vaste spectacle qui lui permet de satisfaire ses ambitions ; en ce sens, il est moderne et l'on doit saluer en lui un digne héritier du mitterrandisme. Ce n'est certainement pas le genre de personnage à se laisser troubler par quelques scrupules qui, tel le spectre d'une lointaine époque où il aurait eu des principes fondés sur des valeurs vaguement de gauche, le hanteraient. Beau parleur, beau gosse, bien mis de sa personne, son physique agréable et cette sorte de décontraction chic qu'il affecte en toute circonstance en font une figure représentative de l'évolution sociologique de Paris. Son goût pour le spectacle des valeurs plus que pour les valeurs elles-mêmes crée un lien fort avec son électoral qui contemple en lui sa propre image idéalisée. Un Daniel Cohn-Bendit local en somme, mais qui aurait hérité de la suffisance et de l'arrogance d'un Bernard Kouchner.

Mais pour en revenir à notre sujet, il faut évoquer un troisième larron. On sait que son petit camarade, René Dutrey, président du groupe des Verts au conseil de Paris, dirige la SIEMP. Il est donc en charge à ce titre de l'éradication de l'insalubrité dans la capitale. Le résultat est connu. Sous son impulsion, la ville de Paris détruit des taudis surpeuplés et construit des logements où l'on réclame aux postulants un salaire de plus de 1800 euros net pour un F4. Autant dire qu'on est dans une logique de sélection sociale. Dans les faits, la SIEMP participe du grand nettoyage de Paris. Elle était propriétaire de deux immeubles qui ont brûlé à Paris ces derniers mois, en particulier rue de Pixérécourt en avril 2005 et rue du Roi-Doré dans la nuit du 29 au 30 août 2005. Il faut aussi rappeler que la mairie de Paris a récemment signé un accord avec l'État au terme duquel elle gère ses crédits du logement et peut à ce titre construire autant de logements qu'elle veut et y loger qui elle veut.

C'est pourquoi on ne peut s'empêcher d'admirer sa tarufferie lorsque, fin septembre 2005, il s'en est pris à Jean-Yves Manó



(adjoint socialiste au logement) l'accusant lors des délibérations du conseil de Paris de refuser d'agir contre les spéculateurs. D'ailleurs, dans une interview publiée dans le *Journal du dimanche*, le 16 octobre 2005, il affirme clairement la couleur en déclarant « qu'il faut permettre aux classes moyennes de se loger à Paris ». Le bougre « présentera aussi un vœu³ (sic) pour que Delanoë demande à l'OPAC de prendre le risque de se mettre dans l'illégalité en ouvrant son parc de logements aux sans-papiers ». Il savait pertinemment que son vœu n'avait aucune chance de pouvoir se transformer en décision. Tout un art ! Le petit jeu politique qui pousse les Verts et le PS à jouer du coude, telles deux cocottes cabotinant devant un parterre d'amis, relève de la tragi-comédie, et le grotesque de la situation serait risible si par ailleurs on n'avait pas des hommes, des femmes et des enfants brûlés vifs, matraqués, gazés et finalement détenus dans des conditions dramatiques puis expulsés au mépris de la loi et des règles élémentaires qui, en principe, devraient régir les actes de l'État de droit dont le PS serait, dit-il, un adepte fervent. Et René Dutrey de poser – sans cravate bien sûr – devant l'Hôtel de ville dans le *Journal du Dimanche*. Cela s'appelle de la communication politique. Sans commentaires.

Et, pour mémoire, afin que le tableau soit complet, il convient de ne pas oublier l'occupation en janvier 2005 par le 9^e Collectif des sans-papiers des locaux de la Fédération 93 du Parti socialiste et ses tragiques conséquences. Cette occupation visait une fois de plus à protester contre la politique répressive du gouvernement à l'égard des sans-papiers et dénonçait le silence complice du PS. Les occupants exigeaient ni plus ni moins le traitement des dossiers que la préfecture bloquait depuis des mois. Le député socialiste Bartolone refusa lui aussi de rencontrer les sans-papiers et a eu recours à l'intervention policière, après avoir laissé entendre qu'il était prêt à négocier. Les occupants de la Fédération 93 du PS ont donc été expulsés, à grands coups de gaz lacrymogène au moment même où les familles récupéraient leurs affaires.

Ces événements sont la traduction d'une idéologie. Elle s'enracine dans un humus

sociologique bien connu. À Paris, la petite bourgeoisie s'est imposée comme classe dominante. Et c'est bien à ce titre que ce qui se passe dans la capitale présente un intérêt quelconque. Ses valeurs et ses représentations y sont à l'œuvre, agissent et opèrent dans les événements que nous venons de citer. Le mode de vie de cette classe, et avec lui les nécessaires conditions de sa reproduction, s'impose dans les gestes comme dans le discours et dans tous les compartiments de la pratique sociale. Ce processus idéologique – et l'équipe qui entoure le maire de Paris en est la digne représentante – a neutralisé tous les espaces susceptibles d'échapper à sa domination. Et lorsque la réalité fait irruption en venant dénoncer la supercherie, ils engragent. Le cri du cœur de Bertrand Delanoë n'en est que la traduction explicite. La pénétration insidieuse de ce processus dans les méandres du social et du psychologique et sa reproduction via les nouvelles générations participent d'un fait social total. L'efficacité du mode de diffusion des valeurs de cette classe – la petite bourgeoisie – consacre sa domination ; étant entendu qu'il serait vain de troubler la tourmée du maire dès lors qu'on participe au grand bonheur d'appartenir à cette classe unique. D'aucuns nomment cela la modernité.

Un peu à la manière de la fameuse « mémoire de l'eau », chère aux adeptes de l'homéopathie, la politique n'est qu'un souvenir lointain dont nous n'avons aucune raison de croire qu'il puisse rester quelques traces dans les pratiques du PS et des Verts. De propos convenus en poncifs, faute de mieux en termes d'analyse, on voit des bonnes âmes renoncer à remettre en cause la logique mafieuse qui veut que l'on doit aimer son protecteur.

J.-L. D.

1. Louis XIV, le 13 avril 1655.
2. La SIEMP, Société immobilière d'économie mixte de la ville de Paris créée en 1956 par décision du conseil de Paris, pour gérer et entretenir des immeubles de la ville et réaliser, pour son compte, des opérations de construction.
3. Alain Auffray, *Libération*, lundi 26 septembre 2005.

Les veuves de Rouen

Accusés, levez-vous !

DURANT UN DEMI-SIÈCLE, les industries de l'amiante et les pouvoirs publics, qui n'ignoraient rien du redoutable pouvoir cancérogène de ce matériau, n'ont rien fait ou presque alors que la souffrance, l'agonie entre morphine et masque à oxygène, ou la mort de milliers de salariés auraient pourtant pu être évitées. À ce jour, personne n'a eu de compte à rendre à la justice, suite à la maladie professionnelle qui, après la silicose, aura tué le plus grand nombre de personnes. Tout au contraire, la quasi-totalité des plaintes déposées par les victimes, il y a plus de dix ans, est toujours au point mort, les juges s'abstenant parfois de la moindre investigation. Qui peut accepter de mourir au travail, sans que son patron soit responsable ?

Ce mercredi 9 novembre et ce, depuis le 15 décembre 2004, comme toutes les trois semaines, les 140 veuves de Dunkerque, aujourd'hui 227, et leurs proches, soutenues par l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva), défilent autour du palais de justice: elles manifestent pour réclamer le procès pénal des décideurs publics (et, plus encore, des industriels du Comité permanent amiante, CPA, le « faux nez » du lobbying de l'amiante), qui en toute connaissance de cause ont laissé des milliers d'ouvrières et d'ouvriers exposés. Le portrait de leurs époux défunts au bout de leurs pancartes – rappelant en cela les Mères de la place de mai en Argentine –, elles ont toutes ce même regard, sans animosité, juste fatigué par une question qui les ronge: pourquoi ?

Classe fantôme

On se pince pour y croire, mais un savant mélange d'intérêt financier et d'indifférence en est la raison. Oui, la maladie de l'amiante est une maladie inégalitaire, car le cancer de l'amiante est d'abord un cancer d'ouvrières et d'ouvriers: outre ceux qui travaillaient à sa transformation, il a empoisonné les travailleurs des métaux, de la construction et de la réparation navale, de la construction de matériel ferroviaire, du bâtiment et des travaux publics. Or, au cours de ces trente der-



nières années, la société n'a eu que faire de ces ouvriers, a fortiori malades, ces victimes appartenant à un groupe social « désuet », déjà en voie de disparition. Si les pouvoirs publics ont été complices des industriels au sein du CPA, afin d'étouffer toute information sur les risques, c'est que notre siècle « moderne » avait dit adieu à la classe ouvrière et par conséquent à ses victimes. Il a fallu attendre que l'amiante sorte des usines et répande son mal sur la façade de Jussieu pour que la prise de conscience ait lieu. La société n'a rien fait pour protéger ces travailleurs en danger et, aujourd'hui, elle leur refuse jusqu'au droit de savoir pourquoi.

Des patrons récidivistes

Il faut savoir que le risque d'exposition et de contamination n'appartient pas à un passé industriel révolu, et que ce n'est pas simplement une affaire de reconnaissance de maladie professionnelle: le danger est toujours présent. En effet, il va falloir maintenant dépolluer l'équivalent de 80 kg d'amiante par

habitant, un business très lucratif, et plus la concurrence s'accroît, plus les mauvaises pratiques se multiplient. Aujourd'hui, deux tiers des entreprises ne respectent pas la loi, et quand une société propose un prix bien inférieur à celui du marché, il n'y a pas de doute, c'est qu'elle le rogne sur la protection.

La catastrophe de l'amiante n'en est qu'à ses débuts: le recours au pénal est, pour les victimes, une façon d'espérer obtenir la vérité sur le scandale de « l'air contaminé ». Au lendemain de la manifestation nationale en soutien aux victimes de l'amiante, le 15 octobre 2005, la Cour de cassation a demandé l'annulation du non-lieu rendu en 2003, confirmé en appel en 2004, et faisant suite à la plainte déposée il y a sept ans pour empoisonnement. Mais nous qui ne sommes pas dupes du système savons pertinemment que la justice est elle aussi complice et qu'il ne faut rien en attendre !

Thierry
Groupe de Rouen

Pologne

Appel à la solidarité

CES DERNIERS MOIS, une vague de répression a frappé la Pologne avec une énergie renouvelée. Nous estimons à quatre-vingts le nombre de personnes actuellement ou récemment victimes de la répression policière.

Ce n'est, bien sûr, pas le simple fait de la droite et des néolibéraux qui ont remporté les dernières élections parlementaires et présidentielles.

Depuis plusieurs années, les différents groupes sociaux et politiques qui contestent ouvertement la politique du gouvernement polonais font face à une répression accrue, qui s'appuie sur la police et toute la machinerie judiciaire. Il ne s'agit pas d'un épiphénomène, mais bien d'une politique délibérée. Ces trois et quatre dernières années, de nombreux militants anarchistes, pacifistes, d'extrême gauche ou écologistes, et de nombreux travailleurs sociaux se sont retrouvés au tribunal.

La raison de la répression gouvernementale est sans aucun doute l'accroissement du nombre de conflits sociaux (d'après les statistiques de la police, par exemple, le nombre de manifestations est passé de 315 en 2001 à 2 054 en 2003 et à 1 476 en 2004). Le gouvernement, apparemment incapable d'y faire

face, essaie de réduire la liberté de réunion et la liberté d'expression. Mais nous savons que non seulement nous avons le « droit » de protester, mais aussi que nous sommes « libres » de protester!

Le 8 novembre 2005, une journée d'action contre les répressions étatiques et policières a été organisée. Ce jour-là, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de Pologne (Poznan, Varsovie, Katowice, Gdansk, Cracovie, Wrocław, Lodz, Szczecin).

Vous pouvez nous aider en nous envoyant des dons pour couvrir les frais d'avocats, les amendes, etc. Nous collectons les fonds via un compte de l'Anarchist Black Cross: PEKAO BP – XXO – Poznan – ul Stary Rynek 44 – 61-722 Poznan – Pologne.

Code de virement: bpkoplwpapoa – pour USD: 10201085-5999100-44787 – titulaire: du compte Marek Piekarski.

Les problèmes auxquels nous faisons face

1. Le 31 octobre 2005, arrestation du dissident politique Marek Kurzyniec à Cracovie: <http://pl.indymedia.org/pl/2005/11/16656.shtml>

<http://pl.indymedia.org/pl/2005/11/16659.shtml>

2. Ces deux dernières semaines, deux squats ont été expulsés:

– Le 26 octobre 2005 à Bialystok: <http://pl.indymedia.org/pl/2005/10/16512.shtml#english>

– Le 31 octobre 2005 à Varsovie: <http://pl.indymedia.org/pl/2005/10/16598.shtml>

3. Plusieurs personnes ont été inculpées pour une manifestation contre la guerre en Tchétchénie à l'aéroport Lawica à Poznan en 2004.

4. De six à une douzaine d'inculpés et de condamnés après la manifestation contre Vladimir Poutine lors de sa visite à Cracovie, en janvier 2005.

5. Une personne inculpée après une critique mass (manifestation en vélo) à Poznan.

6. Une personne condamnée suite à la manifestation du syndicat des infirmières et sages-femmes à Varsovie en 2000 (condamnation à une amende pouvant être transformée en peine de prison):

<http://pl.indymedia.org/pl/2005/09/15885.shtml#english>

7. Onze personnes sont inculpées après la manifestation qui a eu lieu à Varsovie le 16 mai 2005 (3^e Sommet du Conseil européen).

8. Nous ignorons le nombre exact de poursuites engagées contre de simples travailleurs ayant manifesté. Mais vingt personnes ont été arrêtées le 22 octobre 2002, après une manifestation des travailleurs des chantiers navals. Onze d'entre eux ont été inculpés. Pas moins de vingt personnes, peut-être jusqu'à soixante-dix, ont été inculpées après les manifestations à Ozarow, du 27 au 30 novembre 2002.

9. L'année dernière, la Gay Pride a été interdite (11 juin 2005: <http://pl.indymedia.org/pl/2005/06/14475.shtml>)

Pour plus d'informations, lisez le rapport et l'analyse détaillée disponible à cette adresse internet:

<http://rozbrat.org/ulotki/report2.htm>.
Solidairement,

Fédération anarchiste

Section de Poznan

(Federacja Anarchistyczna sekcja Poznan)

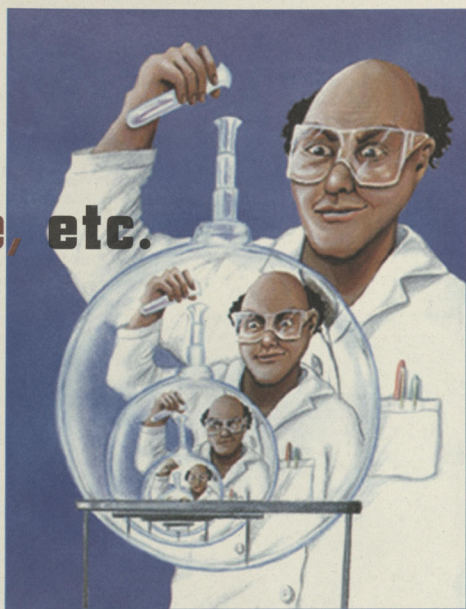
Anarchist Black Cross polonaise

(Anarchistyczny Czarny Krzyz)



Science

sans conscience, etc.



Thomas

La

LA SCIENCE porte en elle-même les germes de la domination. Son nécessaire aboutissement est la construction d'outils technologiques à l'usage des différentes formes de pouvoir, qu'elles soient clairement identifiées ou diffuses et anonymes. Voilà une conception de la science qui n'est certes pas neuve, mais qui repose sur l'amalgame.

Il arrive régulièrement qu'en définissant les termes, et il ne s'agit évidemment pas de jouer sur les mots, certains désaccords qu'on pensait profonds se révèlent n'être que des malentendus. Il convient donc avant tout de préciser ce que l'on entend par science, et le plus simple pour cela est encore de s'en remettre au dictionnaire. Celui-ci nous dit à l'article « science », premier sens : « ensemble cohérent de connaissances relatives à certaines catégories de faits, d'objets ou de phénomènes obéissant à des lois, et vérifiées par les méthodes expérimentales ». Il faut remarquer que des disciplines intégrées aux sciences humaines, comme la sociologie, dérogent à cette définition car elles ne respectent pas le critère de falsifiabilité, établi par le philosophe Karl Popper, qui veut que toute science émette des prédictions qui offrent la possibilité d'être réfutées (c'est-à-dire qu'une hypothèse scientifique doit être vérifiable). C'est d'ailleurs très certainement ce qui fait de la sociologie un domaine de connaissances si perméable à l'idéologie politique, et plutôt « un sport de combat » qu'une science. Il en est probablement de même en ce qui concerne « les sciences économiques », mais cela relève d'un autre débat.

D'après le dictionnaire, la science, stricto sensu, est donc l'étude méthodique des faits. Ainsi, la physique nucléaire étudie les com-

portements de l'atome, la physiologie étudie la manière dont les systèmes organiques fonctionnent, etc. Plutôt que dans la volonté d'asservir l'environnement ou autrui, la motivation première d'une telle activité est, sans doute, à rechercher dans la curiosité naturelle de l'homme et dans le questionnement existentiel qui l'accompagnent depuis maintenant plusieurs millénaires. Les questions posées, à mesure que la complexité de l'univers nous est apparue, se sont diversifiées et, aujourd'hui, les disciplines scientifiques sont nombreuses. Un de leur caractère commun est le souci d'objectivité vis-à-vis de leur objet, autrement dit la défiance de tout préjugé dans l'appréhension de cet objet. Cette objectivité est en premier lieu une garantie contre l'erreur et l'illusion. C'est aussi une garantie contre la tendance à vouloir voir se confirmer à tout prix une théorie fautive. Par contre, cette objectivité n'est absolument pas la négation ou une remise en cause de la subjectivité individuelle; elle ne s'applique, comme nécessité méthodologique, que dans le cadre de la recherche et n'a rien à voir avec les émotions, les choix ou les aspirations d'un individu. L'objectivité n'est pas le dogme central d'une science totalitaire qui prétend régenter l'ensemble des structures sociales dans un monde dont on aurait une compréhension « monolithique » et complète (n'importe quel scientifique un peu sensé sait que l'idée d'une telle compréhension est une aberration). Le risque d'un tel totalitarisme existe; on peut d'ailleurs en trouver des métaphores tout à fait convaincantes dans la littérature d'anticipation (le *Meilleur des mondes* de Huxley ou *Un bonheur insoutenable* de Levin par exemple), mais il n'est pas la conséquence logique de l'activité scientifique.

Thomas milite au groupe de Rouen

Il dérive plutôt du scientisme, c'est-à-dire de la « croyance », ici quasi religieuse, que la science peut ou pourra expliquer l'ensemble de l'univers et apporter une réponse à chacun de nos problèmes. La science n'est pas le scientisme. L'étude d'un problème n'est pas non plus l'utilisation que l'on va faire de sa solution. Là se trouve la question : quel usage est-il fait des résultats de la recherche scientifique ? On se trouve ici en dehors de la science ; il s'agit finalement d'un questionnement davantage politique, social, voire moral. En tant que tel, il concerne chaque individu, et chaque individu est compétent en la matière. Cependant, dans la réalité des sociétés industrielles et a fortiori dans les sociétés qu'elles dominent, il n'est pas donné aux individus de participer ni aux concertations ni aux décisions concernant l'orientation ou les applications dérivées de la recherche. Dans le meilleur des cas, des consultations par sondages ou des débats télévisuels plus ou moins contradictoires sont organisés sans que cela se traduise par quoi que ce soit de concret. C'est tout au plus l'occasion de nous fournir des « éléments scientifiques » par experts interposés afin que nous puissions juger de la pertinence de telle ou telle application.

Évidemment, les éléments scientifiques sont pollués idéologiquement (en pratique : mensonges, omissions, arguments surexposés, arguments sous-exposés, etc.) et « juger de la pertinence » signifie accepter de plus ou moins bonne grâce ce qui, de toute façon, a été décidé. Il n'en reste pas moins que la question de l'information scientifique, par le biais de la vulgarisation par exemple, est une question importante dont on ne pourra pas faire l'économie dans une société meilleure.

Parfois, il n'y a pas même mascarade et l'opacité est totale. C'est le cas de la recherche militaire, des perfectionnements des moyens de surveillance ou des recherches qui touchent à l'industrie du nucléaire par exemple. D'une manière différente, les innovations technologiques qui répondent aux besoins, la plupart du temps créés, du marché sont très peu accessibles au contrôle des individus consommateurs. Cela n'encourage évidemment pas l'autolimitation sur la base de besoins réels, mais plutôt la surconsommation de masse fondée sur le détournement de la libido.

Outre l'impact écologique que peut avoir un tel processus, il est sans doute vrai que la multiplication des outils technologiques peu conviviaux menace, au moins en partie, l'autonomie de l'individu au sein de son environnement et l'éloigne des centres de pouvoir (sans prôner la simplicité volontaire, il faut toutefois remarquer que nous avons une part de responsabilité individuelle dans l'utilisation de ces outils et que nous ne pouvons pas nous y soustraire).

Le moyen le plus sûr de favoriser l'émergence de technologies ou de produits nécessitant des technologies données est, bien

entendu, d'orienter la recherche scientifique, et pour cela il suffit, dans l'état actuel des choses, de s'en assurer le financement. Bien que les fonds soient très inégalement répartis entre les différentes unités et les organismes d'appartenance, et que le système des mandarins (dans lequel quelques individus ont un pouvoir exorbitant) soit encore bien vivace, la majorité des laboratoires publics bénéficient d'une certaine autonomie dans le choix des thématiques abordées. Ce choix est évidemment restreint et conditionné par la nécessité de rentabilité à court terme dans les entreprises privées (pharmaceutiques, cosmétiques, chimiques, agro-alimentaires, etc.).

Or, la politique de recherche des derniers gouvernements, en ceci cohérente avec leur politique générale, tend à réduire l'investissement dans les laboratoires publics tout en les engageant à développer des « partenariats privilégiés » avec le monde industriel et entrepreneurial.

Cet « effort » est clairement orienté vers un désengagement encore plus important de l'État (sans que cela signifie pour autant la récupération des unités même les plus « productives » par l'industrie. Les coûts d'investissement et les risques financiers attachés à la recherche dans une logique de profit sont encore trop importants). Il n'est pas question de faire l'apologie de l'étatisme ni de prétendre que la recherche publique, par nature, est à l'abri des lignes de force capitalistes, mais de bien se rendre compte qu'à terme (et en l'absence de révolution sociale et libertaire bien sûr) seuls des travaux scientifiques pouvant déboucher sur des applications pratiques à fort potentiel de rentabilité seraient possibles. Dans ces conditions, je crois réellement que la recherche scientifique est en danger et qu'elle mérite, d'une façon ou d'une autre, d'être sauvée. Car, enfin, il ne faut pas oublier que si l'explosion de Little Boy (humour tout militaire) sur Hiroshima n'aurait pas été possible sans elle, le dépistage du cancer et la thérapie ne l'auraient pas été non plus. La science peut permettre de construire des outils de destruction ou des prothèses technologiques qui, tout bien pesé, nous appauvrissent, mais elle peut également permettre de construire des outils qui soulagent les douleurs et qui soignent, des outils qui affranchissent des femmes et des hommes de travaux qui les usent, etc. Elle peut nous donner l'illusion absurde que nous dominons la nature, mais elle peut également nous permettre d'être moins destructeurs, notamment en résolvant certains « problèmes énergétiques » et, finalement, en amorçant la décroissance. Je n'aime pas la vertu de robot et j'aimerais pouvoir jardiner, pourtant, encore une fois, je crois que la science mérite d'être sauvée. T.

On peut consulter sur ce thème : « Visages de la science », *Réfractaires*, n° 13, automne 2004. Disponible à Publico.



Le Réseau éducation sans frontières

Le RESF suit plus de cent vingt enfants étrangers, scolarisés et sans papiers, à Lyon. Depuis qu'il s'est constitué, au printemps dernier, il n'a pas relâché sa vigilance. Aujourd'hui moins que jamais.

« INVITATION À OCCUPER LE TERRITOIRE », tel était le slogan provocateur du tract diffusé lors de la manifestation nationale du 4 octobre dernier par les membres du RESF (Réseau éducation sans frontières) de Lyon.

Ce tract appelait à un rassemblement, le lendemain même, devant la préfecture du Rhône pour réclamer la régularisation de quatre-vingts enfants scolarisés dans le département et menacés d'expulsion du territoire, sans compter, soulignait-il, ceux dont on ne connaît pas encore la situation.

De fait, un mois et demi plus tard, ce sont plus de cent vingt enfants étrangers et sans papiers, et donc leur famille, qui sont « suivis » par le RESF-Lyon, autrement dit sous haute surveillance, pour une fois dans le bon sens du terme: si une des familles des enfants concernés se retrouve à la rue ou conduite au centre de rétention de Satolas, sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière, tous les membres du réseau sont avertis et s'organisent pour soutenir le cas signalé.

Pétition et délégation à la préfecture s'enchaînent alors immédiatement. En général, des mesures suspensives sont obtenues. Pas toujours: un couple de Kosovars a été expulsé, avec ses deux enfants de 2 et 4 ans (nés en France), le 30 septembre dernier, après quatre semaines au centre de Satolas.

C'est le cas d'une autre famille, « retenue » à Satolas, qui a provoqué la création de RESF Lyon, même si déjà, en ordre dispersé, des groupes d'enseignants et de parents défendaient tel ou tel dossier.

Le centre de rétention de Satolas a cette particularité « humanitaire » d'être aménagé pour recevoir des enfants. Fin avril, Karina Velitchko, 14 ans, y était enfermée et aussitôt signalée aux associations de Lyon par le RESF de Moselle, où elle vivait avec ses parents depuis 2003. Son père, déserteur de la guerre en Tchétchénie, risque au moins sept ans de prison s'il retourne en Russie. La famille Velitchko a été relâchée et est repartie à Metz, tandis qu'à Lyon, la force d'un réseau a été démontrée: tous les collectifs de soutien s'entraident et font régulièrement le point, au local de la LDH. Cet été, un système de veille systématique a été organisé pour qu'il n'y ait aucune expulsion « en douce ».

La situation de ces familles est plus que compliquée et, à ce jour, seuls une douzaine de dossiers ont été provisoirement régularisés, en dépit d'un harcèlement incessant de la préfecture, au grand dam du fonctionnaire dési-



gné comme interlocuteur qui supplie « que l'on arrête cette litanie ». Les autres sont désormais plus ou moins protégés par la circulaire du 31 octobre (les enfants sont autorisés à rester sur le territoire jusqu'à la fin de l'année scolaire mais pas forcément les parents!). Néanmoins, ils restent dans l'illégalité, autrement dit sans aucun droit. La question cruciale est celle du logement: nombre des enfants suivis par le RESF sont à l'école le jour et dans la rue la nuit. Mais là aussi la mobilisation paye: face à l'expulsion de trois de leurs élèves, les enseignants d'un collège de Vaulx-en-Velin se sont aussitôt mis en grève et ont obtenu un relèvement d'urgence, le soir même.

Même succès pour les actions de « sensibilisation »! Ainsi, le collectif de soutien des familles roms menacées d'expulsion des locaux d'une paroisse catholique du 1^{er} arrondissement a-t-il pu rencontrer (ou plus exactement coïncider) l'archevêque de Lyon, en visite au lycée privé attenant au squat, pour le sensibiliser à la situation de ces familles.

Le malheureux prélat, n'en pouvant mais, dut bien s'engager à trouver une solution charitable, surtout sous la menace d'une occupation d'église! À ce jour, en principe, deux familles devraient rester sur les lieux en attendant un relèvement.

La vigilance reste de mise pour ce cas comme pour d'autres familles qui peuvent se retrouver à la rue à tout moment. Il s'agit aussi

de durer dans le temps car, même si la circulaire « Sarkarcher » est appliquée, le problème des expulsions du territoire se posera à nouveau, dans quelques mois.

Tous ces enfants, Roms, Arméniens, Congolais, Guinéens, Tchétchènes, ont un point commun: ils sont mineurs et scolarisés en France, certains depuis longtemps. Il s'agit de défendre leurs droits fondamentaux garantis par la Déclaration des droits de l'enfant, ratifiée par la France, envers et contre toute politique d'exclusion.

Anne Sizaire

le RESF

Réseau parfaitement informel, il monte en puissance à travers toute la France. Né de la réunion de volontés particulières, voire de sensibilités différentes, il est parfaitement fluide et décentralisé, et manifestement efficace. De Lille à Marseille, en passant par Lyon, Rennes ou Paris, la communication circule entre tous ses membres, via internet: courriels et publication, en ligne, du BLIS (bulletin de liaison intermittent et sporadique), où les déclarations contradictoires de M. Sarkarcher sont vivement commentées.

Dormez citoyennes, les étoiles s'occupent de vous

ADORNO est un écrivain indispensable mais difficile. *Des Étoiles à terre* (éd. Exils) est cependant fort accessible et porte de surcroît sur un phénomène d'une grande banalité et apparemment d'une grande simplicité : les horoscopes des magazines. Plus précisément celui du *Los Angeles Times* des années 50, mais peu importe, les horoscopes sont les McDonald de la superstition ; d'un bout à l'autre de la planète tous semblables. Devant l'horoscope, on (enfin, les personnes qui aiment réfléchir) se demande pourquoi ce système sous-religieux, certes dilué et bénin, continue à connaître un tel succès à une époque où chacun sait à quelle distance roulent les planètes, de quoi elles sont faites, et qu'il est absurde de leur prêter une quelconque influence sur nos vies et nos esprits.

Or, à ce stade, les personnes qui aiment réfléchir commettent plusieurs erreurs ; la première consiste à décider que tout le monde aime réfléchir pour le simple plaisir de réfléchir, la seconde consiste à croire que la réflexion discursive est le seul ou au moins le plus puissant moteur de la pensée et de l'action humaine ; la troisième, suite logique de la seconde, à croire qu'il suffit de démontrer à quelqu'un l'absurdité d'une notion ou d'un acte pour qu'aussitôt la personne dans l'erreur abandonne la notion ou l'acte absurde. En réa-

lité, nous le savons tous, ça ne marche pas. De loin, l'explication pour l'instant la plus complète de ce déplorable état de fait a été donnée par Pascal Boyer dans *Et l'homme créa les dieux* (Folio), mais Adorno, longtemps avant lui, a réussi une jolie performance avec sa démolition des horoscopes.

Adorno commence par rappeler une évidence trop souvent négligée dans l'étude des phénomènes religieux et quasi religieux :

« Les gens auxquels nous nous intéressons tiennent l'astrologie comme quelque chose d'acquis, exactement comme la psychiatrie, les concerts symphoniques ou les partis politiques ; ils l'acceptent parce qu'elle existe, sans beaucoup y réfléchir, à la seule condition que leurs propres demandes psychologiques correspondent d'une manière ou d'une autre à l'offre. Ils ne s'intéressent guère à la justification du système. Dans la rubrique [...], le mécanisme du système astrologique n'est jamais divulgué, et on ne présente au lecteur que les prétendus résultats d'un raisonnement astrologique auquel il ne participe jamais d'une manière active. [...] Cela s'explique bien entendu par des raisons historiques. Les courants occultistes actuels, dont l'astrologie, sont des resucées plus ou moins artificielles d'anciennes superstitions aujourd'hui disparues, mais dont certaines conditions sociales et psy-

chologiques entretiennent la séduction alors que la subsistance de ces croyances se trouve par nature en porte-à-faux par rapport à l'état universel de conscience. »

Il ajoute :

« L'astrologie doit être aussi considérée comme une idéologie de la dépendance, une tentative de renforcer et en quelque sorte de justifier des conditions d'existence pénibles [...]. Le monde apparaît aujourd'hui aux yeux de la plupart des gens comme un « système » couvert par un réseau organisationnel si serré qu'il n'existe plus aucune « faille » où l'individu pourrait se soustraire aux exigences et aux obligations toujours plus nombreuses d'une société dirigée par une structure commerciale hiérarchisée qui le fait de plus en plus ressembler à ce que nous appelons un *Vernwalte Welt*, un monde totalement administré. »

Certes, dira-t-on, mais cela n'explique pas entièrement le paradoxe de personnes souvent plus ou moins agnostiques, plus ou moins au fait de la rationalité moderne, et qui pourtant lisent, voire suivent, leur horoscope. Là, Adorno rappelle que tout peut être objet de culte, même les faits :

« L'état d'esprit que nous pouvons qualifier à juste titre de semi-érudition paraît plus indiquer un changement structurel qu'une modification dans la distribution des biens culturels. Ce qui est en train de se passer en réalité, et qui va de pair avec la foi grandissante dans les "faits", c'est que l'information a tendance à remplacer de plus en plus l'investigation et la réflexion intellectuelles. L'élément de "synthèse" au sens philosophique classique est de moins en moins présent ; il y a en effet une grande richesse de biens matériels et de connaissances, mais leur relation tient plus de la classification et de l'ordre formel que d'un rapport qui pourrait ouvrir les "faits têtus" à l'interprétation et à la compréhension. »

Attention, la savoureuse démonstration qui court le long du livre est bien plus riche encore que les quelques exemples que l'on vient de lire, et pourrait s'appliquer sans beaucoup de modifications à tant d'autres âneries de 2005, new age, pseudo-psychothérapies des Freud du petit écran, pseudo-médecines pour bobos à bobos, satanisme pour gamins boutonneux en mal de virilité, bouddhisme tibétain pratiqué à Chatou, Da Vinci Code ; j'en passe et des pires !

Nestor Potkine



Cinématographie

Mai 1968 mort ou vif ?

LES CRITIQUES du Figaro, de Télérama, de l'Humanité, du Monde, des Inrockuptibles, des Cahiers du cinéma, etc. s'accordent pour chanter les louanges des *Amants réguliers*, film onirique sur Mai 68 et l'amour flou. Cette unanimité permet au cinéaste Philippe Garrel de sortir de l'underground, à cinquante-sept ans et pour son vingt-septième long-métrage, avec le soutien d'Arte et de MK2.

La « communication explosive » de Mai 68 y est réduite à un théâtre d'ombres, à quelques minces fragments incohérents du discours révolutionnaire, comme la passion amoureuse y relève du marivaudage postmoderne. Le film, sous influence de Cocteau, est centré sur la figure du poète, rôle assumé par Louis Garrel, fils du réalisateur. Le jeune comédien s'est fait connaître en 2003 dans *Innocents*, de Bertolucci – il y faisait sa première excursion dans le paysage des émeutes parisiennes de 1968 –, puis, l'année suivante, dans *Ma mère*, de Christophe Honoré, hideuse injure cinématographique au texte de Georges Bataille. Il s'applique de nouveau à prendre la pose inexpressive de dandy destroy qui lui a valu une certaine reconnaissance publicitaire. Son personnage évolue parmi une tribu de jeunes artistes cultivant l'ennui comme nirvana, dont la complicité repose sur un usage méticuleux du haschisch puis de l'opium, devenu la religion du petit peuple de Philippe Garrel, juste épicé par le jeu de cache-cache que cela suppose avec la police.

L'insoumission du jeune homme au service militaire est à peine et distrairement motivée, et ces artistes (peintre, sculpteur, poète, etc.) sont bien inoffensifs : exact reflet de cette « bourgeoisie bohème » qui prospère au cœur des métropoles de la société spectaculaire-marchande.

Le savoir-faire cinématographique de Philippe Garrel est certain – magnifique image, en noir et blanc, dialogues concis, souvent justes – et l'on peut se laisser porter par



cette indolence, traversée de quelques scènes de désespoir vite étouffé, à la conclusion aussi tragique que légèrement esquissée.

Le cinéaste se dégage vite de la question sociale, la réduisant à quelques considérations ingénues sur le prolétariat et la révolution impossible. S'il éclaire mieux la communauté amoureuse, c'est pour mettre sur les lèvres de la belle Clotilde Hesme – elle joue merveilleusement Lilie, amante du poète maniéré, et sauve en grande part le film – une phrase redoutable de sincérité sur « la solitude qu'il y a dans le cœur de chaque homme » qui vient briser le rêve du « monde vrai des amants » (Georges Bataille).

Ainsi, les éloges de la critique viennent couronner l'expression artistique de l'échec de la révolution, partie en petite fumée, allié à un épisode amoureux tout aussi vain. Le film en devient moins significatif que l'écho qu'il rencontre : c'est vidé de toute substance autre que celle d'un changement des mœurs que Mai 68 trouve enfin une place dans la représentation culturelle. Les fantasmes érotiques que Bertolucci projetaient sur cette époque, dans *Innocents*, avaient déjà été salués par les médias qui donnent la « tendance » et immédiatement investis dans l'imagerie marchande de la couture ou du prêt-à-porter. Garrel scelle un monument romantique à la révolution qui a tout d'une pierre tombale. Ce sont

donc logiquement les héritiers de la presse des fossyeurs du mouvement de Mai qui encensent cette œuvre funéraire.

Les Amants réguliers sont à l'opposé de la vitalité qui animait la passionnante enquête cinématographique sur la classe ouvrière menée en 1997 par Hervé Le Roux dans *Reprise*. Le réalisateur y recherchait une jeune femme anonyme, filmée, le 10 juin 1968, criant son refus de retourner au travail, à l'usine Wonder de Saint-Ouen. Le récit de cette quête et du

tournage de *Reprise* (DVD aux Éditions Montparnasse) a été écrit par Hervé Le Roux (publié en 1998 chez Calmann-Lévy). Arte, qui a coproduit *Les Amants réguliers*, avait exigé un nouveau montage de *Reprise*, qui deviendra pour ses programmes, sous un autre titre, un documentaire, monté par Richard Copans, « enlevant toute référence à l'enquête, au film de 68 et à cette jeune femme qu'on cherche partout ».

C'est justement ce qui fait de *Reprise* une œuvre cinématographique non identifiée, subjective et poétique autant que sociale, qui s'accorde avec cette phrase maintes fois reproduite du *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* (1967), de Raoul Vaneigem : « Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre. »

Lors des projections, *Reprise*, film exceptionnel, suscite des discussions où se retrouve cette « possibilité d'être-ensemble qui rendait à tous le droit à l'égalité dans la fraternité par la liberté de parole qui soulevait chacun », comme l'écrivait si justement, au sujet de Mai 68, Maurice Blanchot (*La Communauté inavouable*).

Bérial



Jean Dassonval expose à Publico

QUAND ON PROPOSE à Jean Dassonval d'exposer à Publico, c'est comme dire à un ami très cher de venir vous voir et lui dire que cette visite aurait dû se faire depuis bien longtemps. J'imagine donc que Jean Dassonval vient sans problème exposer à Publico, et que les fantômes de Bakounine et de Proudhon qui traînent seront pour lui de très bonnes compagnies. Ces politesses faites, il s'agit de parler de la peinture de Jean Dassonval puisqu'il est peintre. Si on ne voit guère de photos de Jean Dassonval dans les publications qui lui sont consacrées, c'est que côté ego, il se soigne. Sa peinture, elle, déborde de figuration. Quel parallèle peut-on faire entre ces deux attitudes qui n'en font qu'une? Le refus de sa représentation, de se voir en image, est mis en balance avec son œuvre où la figuration est le parti pris. Certes, cette figuration n'est pas fidèle, et l'artiste pourra toujours fuir dans ce refus de la représentation humaine et associer son image à celle de ses peintures. Mais ce positionnement se fait plutôt avec bonheur sans manifester théorique.

L'acte créateur est avant tout un engagement. Celui-ci est naturellement lié à l'environnement dans lequel évolue le créateur. Ainsi Jean Dassonval qui passe une partie de sa vie à La Défense subit-il une pression, une influence sur sa peinture? Poser la question, c'est déjà un peu y répondre. La peinture de Jean Dassonval semble être une peinture urbaine. Les corps des humains paraissent liés aux murs sur lesquels ils sont installés. Ils sont ainsi assemblés et posent pour la postérité. Dans cet univers riche en couleurs et en liberté, la figuration pourrait devenir prétexte si elle n'était pas le propos même de l'acte.

Cet assemblage de couleurs qui prend la figuration en otage s'enrichit ici ou là de lettres de l'alphabet ou d'un fond qui lui-même peut être figuratif ou nous rappeler des éléments naturels ou des bouts de mur. Cette auscultation, cette radiographie des corps se

fait avec une liberté du trait. Liberté farouche, puisque rarement apparaît une ligne d'horizon dans l'œuvre de Dassonval. Les personnages et éléments flottent ainsi dans l'espace comme pour signifier l'absence de l'habitation, la difficulté de l'habitation, qu'elle soit physique ou mentale. La question se pose pour le contenu de l'œuvre: comment être au milieu de cette foule et comment l'habiter? Il y a bien sûr la peur première qui est transmise par l'artiste dans des formats souvent non conventionnels. Cette psychanalyse de l'acte qui s'opère dans chaque création, et cela malgré les résistances que peut lui opposer l'artiste, est présente ici dans l'œuvre. Nous ne chercherons pas forcément une justification à tout mais noterons simplement des généralités. Ce rapport très personnel à la figuration, cet anarchisme dans le geste, ne se fait pas sur la critique sociale mais dans la pratique picturale. Car, pour faire une peinture anarchiste, il ne suffit pas que l'intentionnalité anarchiste soit présente, il faut que le sujet de l'œuvre et la qualité de l'acte eux aussi participent à cet anarchisme.

Dans la peinture de Dassonval, tous ces ingrédients sont présents. Nous avons ici un peintre qui a su transposer son désir de liberté dans son œuvre.

André Rober

Jean Dassonval expose à Publico à partir du 24 novembre. Vernissage le vendredi 25. Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Ouvert du lundi au samedi de 14 à 18 heures.

Précisions

Elisée Reclus : science et engagement social

Précisons que le cycle de conférences (voir le *Monde libertaire*, n° 1415) se tient à Barcelone:

- Le 23 novembre, salle Nicolau d'Oliver, Institut d'estudis catalans, rue del Carme, 47.
- Le 30 novembre, salon d'actes du CSIC, rue Egipciques, 15.

Pablo libertaire

Vendredi 25 novembre

offensive de 21 heures à 22h30 A propos du livre *Libération* de Sartre à Rothschild, de Pierre Rimbert. Fondé en 1973 par Jean-Paul Sartre, *Libération* voulait « donner la parole au peuple ». Le journal s'accordait alors sur l'essentiel: pas de publicité, égalité des salaires. 1980, le journal militant s'est transformé en entreprise de presse, rachetée par le groupe Chargeur en 1996, puis en 2005 par le banquier Édouard de Rothschild.

Lundi 28 novembre

Flamencamente de 14h30 à 16 heures Pour sa 12e édition, l'émission dédiée au flamenco recevra le contrebassiste, compositeur et voyageur Renaud Garcia-Fons. Dans ce désir de tout embrasser, entre Occident et Orient, de l'Inde à l'Andalousie, du nord au sud de la Méditerranée... Olé!

Le Monde merveilleux du travail de 19h30 à 21 heures Syndicat santé social de la CNT section ANPE. L'apprentissage à partir de 14 ans, une nouveauté Villepin! Tenants et aboutissants d'une réforme lancée à la va-vite dans la gamelle de nos médias nationaux et régionaux. Quelles perspectives, quelle logique, quelles retombées? Avec comme invités: Syndicat de l'Éducation section lycéenne (FAL), Agir contre le chômage (AC!) et « le conseiller rageur non-déferent ».

Mardi 29 novembre

Paroles d'associations de 19h30 à 20h30 recevra des militants d'ActUp Paris, de la Fédération anarchiste et des témoins, pour aborder le sujet de la discrimination des séropositifs au travail ou privés de travail.

Mercredi 30 novembre

Femmes libres de 18h30 à 20h30, droit d'asile et persécutions visant spécifiquement le droit des femmes, avec Claudie Lesselier et le GRAF (Groupe asile femmes).

89.4 MHz
en région parisienne
et
federation-anarchiste.org/ri/
dans le reste du monde

Jeudi 24 novembre Merlieux (02)

Le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Ronald Creagh, de 18 heures à 21 heures à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquierolles. Thème du débat: « Le temps des catastrophes: Comment réagir? »

Paris 7^e

« Orsay coquin ». Visite du musée d'Orsay basée sur le *Guide érotique du Louvre et du musée d'Orsay* (ACL, 2005) par Jean-Manuel Traïmond. Rendez-vous à 19 heures précises devant le rhinocéros. Entrée et réservation: 8 euros environ. Inscriptions au: 01 40 40 78 09

Samedi 26 novembre Paris 11^e

Forum à la librairie du Monde libertaire avec Marie-Claire Calmus, auteure de *Privé + Public* à 16h30, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

Rouen (76)

À 15 heures, la librairie libertaire l'Insoumise invite Nestor Patkine au sujet du livre de Pascal Boyer *Et l'homme créa les Dieux*. Un apéro suivra le débat. L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Bordeaux (33)

À 19 heures: apéro-concert avec Carmina (métal) à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibrairie@lavache.com).

Chelles (77)

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique « Les rafles policières, de Papon à Sarkozy » avec Maurice Rajsfus, à 20h30 au 1bis, rue Émile, près de la gare RER E.

Paris 5^e

Projection-débat autour du film documentaire *La fragile armada*, de Joani Hocquenghem et Jacques Kebadian sur la « marche de la dignité indienne » à l'Espace Saint-Michel (place Saint-Michel) à partir de 16 heures.

Besançon (25)

Présentation des Éditions de la Cerisaie, les petites maisons d'édition aujourd'hui, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Mardi 29 novembre Marseille 3^e

Présentation du film *la Commune de Paris (Paris 1871)* de Peter Watkins, à 23 heures à l'occasion de « la Nuit de l'anarchie et les archers » au théâtre Toursky au 16, promenade Léo-Ferré. Réservations: 08 20 30 00 33 ou www.toursky.org

Mercredi 30 novembre Paris 11^e

Réunion-débat autour du livre *Libération*, de Sartre à Léo-Ferré en présence de l'auteur, Pierre Rimbart, au Cicp, 21 ter, rue Voltaire.

Jeudi 1^{er} décembre Ivry-sur-Seine (94)

Jusqu'à 3 décembre, Serge Ulgé-Royo chantera au forum Léo-Ferré accompagné de Philippe Mira au piano, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie.

Vendredi 2 décembre Le Havre (76)

Le groupe Zéro de conduite de la FA propose une causerie avec Lucio Urtubia autour de son livre *Ma morale anarchiste* (Éditions libertaires) qui sera suivie d'un concert des Fines Herbes. Rendez-

vous à 19 heures à l'Apple Pie, 18, place de Gaulle. Librairie sur place. Entrée libre.

Samedi 3 décembre Paris 18^e

Manifestation contre le chômage et la précarité. Métro Châteauneuf à 14h30.

Bordeaux (33)

À 19 heures: repas de soutien aux zapôtistes en lutte, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibrairie@lavache.com).

Marseille

Présentation des éditions Egrégores avec Claire Auzias et Arthur Lebréf à 15 heures au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Paris 18^e

« Émile Masson: anar breton et internationaliste », présenté par J. Didier Giraud, coauteur (avec Marielle Giraud) de *Émile Masson: professeur de liberté* (2004) à 15h30 à la bibliothèque La Rue, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses.

Besançon (25)

Contre-pouvoir et politique avec Miguel Benasayag à 18 heures à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Vendredi 9 décembre Bordeaux (33)

Projection organisée par la CNT-AIT à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibrairie@lavache.com).

Samedi 10 décembre Paris 11^e

Forum avec René Schérer pour la réédition de *Zeus hospitalier, éloge de l'hospitalité*. À 16 h 30, 145, rue Amelot, librairie du Monde libertaire.

agenda



Jean Dassoval